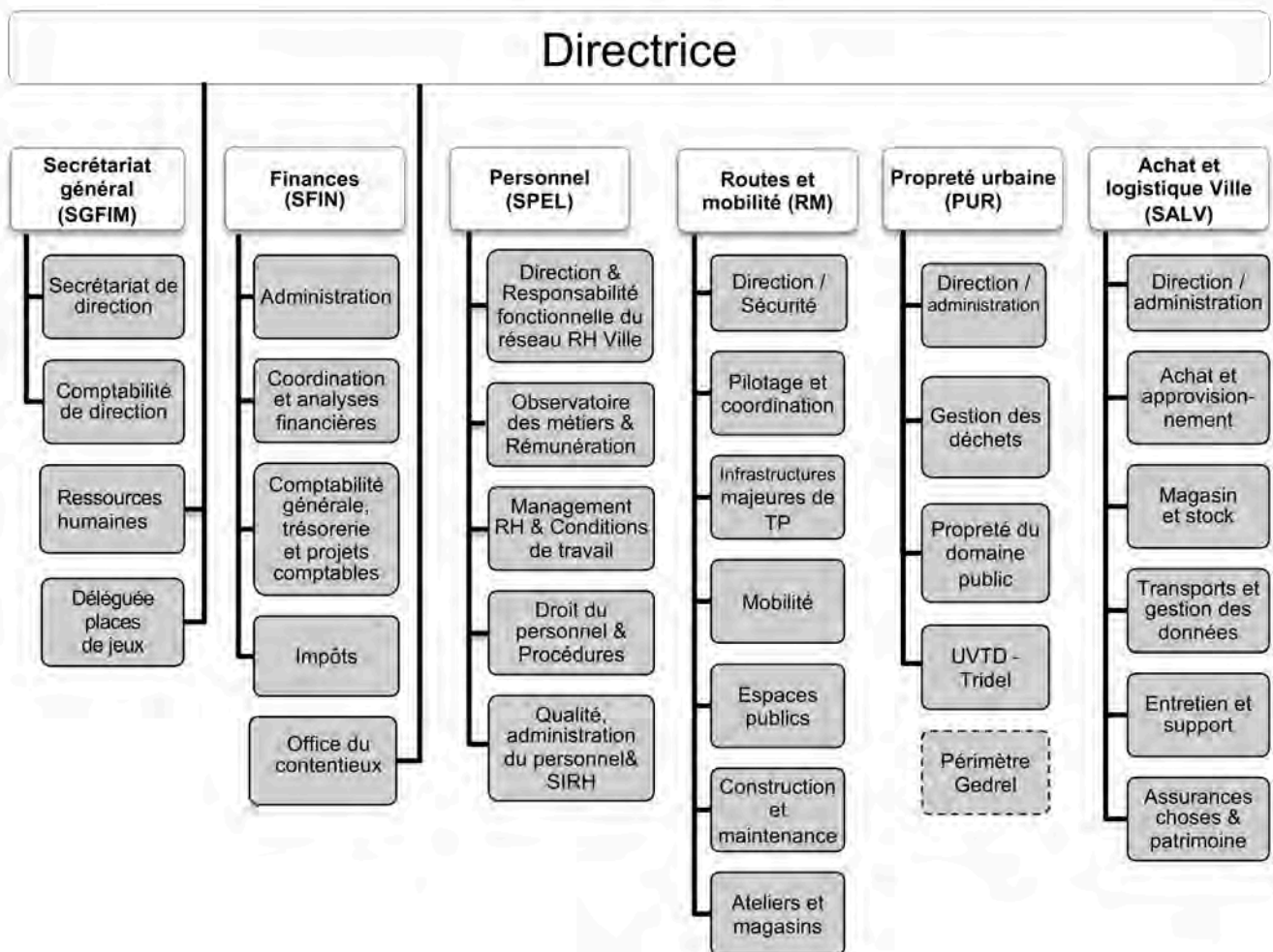


Direction des finances et de la mobilité



Direction des finances et de la mobilité (FIM)

Plusieurs dossiers ont particulièrement occupé la Direction des finances et de la mobilité en 2018.

Côté finances, l'année 2018 a été marquée par la fixation d'un cadre précis pour le suivi des participations de la Ville et par la mise en œuvre du plan d'amélioration financière PSAF II d'un montant de CHF 35 millions pérennes, dont CHF 25.5 millions déjà intégrés aux budgets 2018 et 2019.

L'année 2018 a vu le déploiement de la politique de mobilité et des espaces publics avec la sécurisation de passages piétons, l'extension du réseau cyclable, l'inauguration d'un maillon de la voie verte à la tranchée du Languedoc et l'aménagement de nouvelles zones modérées. Le bilan intermédiaire du test du 30 km/h de nuit est encourageant: il a permis d'abaisser sensiblement les nuisances liées au trafic tout en recueillant un taux d'acceptation élevé de la part des automobilistes concernés.

Plusieurs actions ont permis d'améliorer la propreté en Ville. Ainsi, une importante campagne de communication a accompagné l'introduction, fin 2017, des amendes d'ordre permettant de lutter contre les incivilités; la campagne de rénovation des WC s'est poursuivie et a amené deux nouveautés: l'intégration d'installations autonettoyantes et de WC, gratuits et payants. Une attention particulière a été portée à la lutte contre les tags sur l'espace public.

La Municipalité a poursuivi sa politique d'achat de véhicules propres, avec notamment la mise en service du premier camion-benne 100% électrique, silencieux et écologique, qui permet de réaliser d'importantes économies en termes de carburant et d'entretien.

Enfin, il convient de saluer la reprise globale de l'exploitation des équipements de la halle de Boussens, qui fonctionne désormais aussi comme unique garde-meuble communal.

SECRETARIAT GÉNÉRAL (SGFIM)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction
- communication interne et externe de la direction
- direction de projets stratégiques ou transversaux
- coordination administrative transversale au sein de la direction
- suivi des participations et des subventions
- secrétariat de la directrice

Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville de Lausanne
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux

Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.- par habitant
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A., Parking-Relais lausannois S.A. et Boisy TV S.A.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines : recrutement et accompagnement des collaborateurs/trices, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité FIM	7.10	6.50	6.00	6.00
Direction FIM	2.50	2.50	4.00	4.50
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	2.80	2.80	2.80	1.80
Total service	13.20	12.60	13.60	13.10

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018
Unité administrative	
Total service	+ 0.40

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n	ept	n	ept
Comptabilité FIM	8	6.50	7	6.00
Direction FIM	3	2.50	5	4.50
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	3	2.80	2	1.80
Total service	15	12.60	15	13.10

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2017	31 décembre 2018
	n	n
	0	0
Total service	0	0

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	1
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	0	1
Total service	1	2

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	
Convention de départ	
Décès	
Démission	1
Départ à la retraite	
Fin de contrat	
Licenciement juste motif ordinaire	
Licenciement suppr. de poste	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	
Licenciement fin droit trait. 24 mois	
Licenciement juste motif immédiat	
Licenciement invalidité totale	
Total service	1

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Le Secrétariat général a été doté de 1.5 ept supplémentaire afin d'assurer de nouvelles missions, soit la communication de la Direction suite à la réorganisation du Bureau de la communication (transfert d'1 ept, réparti entre la Direction des finances et de la mobilité (FIM) et la Direction des sports et de la cohésion sociale (SCS) à raison de 0.5 chacun, avec

allocation de la totalité de l'ept à SGFIM pour des raisons pratiques¹, et le suivi des participations et des subventions avec l'engagement d'un collaborateur scientifique (+1 ept).

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction et apporté un appui stratégique général. A ce titre, il a poursuivi la mise en place du suivi des participations de la Ville qui est entré dans sa phase concrète, suite notamment à l'adoption, par la Municipalité en mai 2018, de la directive 101.6 « Directive municipale sur le suivi des participations de la Ville à des personnes morales » et la soumission au Conseil communal du rapport-préavis N° 2018/20 (« Pour un meilleur suivi des participations financières de la Ville »). Depuis, et suite à un important travail d'analyse, des objectifs stratégiques ont été fixés pour plus de la moitié des participations de la Ville, prélude aux lettres de mission qui seront remises aux représentants de la Commune. Il a été répondu, avec l'appui des différents services de la Direction à 154 courriers/courriels.

La cellule RH, qui couvre les services SGFIM, SFIN, SALV et SPEL, a été particulièrement sollicitée dans le domaine du recrutement du personnel fixe et auxiliaire (55 recrutements concrétisés). Elle a aussi été impliquée dans les projets de réorganisation des services dédiés et a appuyé les chefs de service dans le traitement de dossiers individuels complexes. La comptabilité de direction a été sollicitée pour participer aux premiers travaux relatifs à l'introduction d'un nouveau logiciel comptable au sein de la Ville de Lausanne.

La déléguée aux places de jeux a conduit la réalisation de divers projets d'espaces de jeux, notamment le réaménagement du Square d'Echallens, de Malley-Pyramides ainsi que de la Promenade du Bois de Beaulieu, du parc public d'Entrebois et de Montelly (partenariat public-privé). Elle a dirigé la mise en œuvre de plusieurs espaces sportifs, dédiés aux jeunes (promenade de Jomini, place du Nord), et de fitness (Bourdonnette, Pré-des-Druides). Elle a également coordonné l'installation temporaire de la place de jeux itinérante « L'Akabane » sur divers emplacements de la Ville et développé différents projets qui seront réalisés courant 2019 et 2020 (réaménagement de la Promenade de Béthusy, de Cité-Vieux-Bourg, Vidy-Vaudaire, Boveresses, Bossons, Montbenon et Arlaud). Elle a enfin travaillé sur le système de sécurité et d'entretien des espaces de jeux lausannois et établi un rapport détaillé, comprenant la planification des mesures à prendre.

Subvention80

En 2018, la plateforme Subvention80 a évolué avec l'intégration d'un processus de relance automatique aux ayants droit qui n'ont pas encore bénéficié de leur subvention. Le versement de la Subvention80 pour l'année 2017 a démarré en mai 2018, pour atteindre un taux de versement de 94% en fin d'année. Le droit à la Subvention80 pour la période 2016 s'est éteint au 31 décembre 2018, avec un taux de versement de 97.5%.

REGISTRE DES PARTICIPATIONS

Avant-propos

La mise en place du suivi des participations a connu cette année plusieurs avancées concrètes. Tout d'abord la Municipalité a arrêté en mai 2018 la directive 101.6 « Directive municipale sur le suivi des participations de la Ville à des personnes morales », tout en soumettant au Conseil communal le même mois le rapport-préavis N° 2018/20 (« Pour un meilleur suivi des participations financières de la Ville »).

Le rapport-préavis N° 2018/20 répond notamment à la motion de M. Pierre-Antoine Hildbrand et consorts « Pour un règlement lausannois sur les participations de la Ville, plus de transparence et de responsabilités », ainsi qu'aux postulats de M. Giampiero Trezzini et consorts « Quelle gouvernance pour les sociétés anonymes de la Ville ? » et de M. Manuel Donzé et consorts « Pour améliorer la gouvernance des institutions en mains publiques, demandons un contrôle ordinaire des comptes ! », qui demandent à la Municipalité d'optimiser le suivi de ses participations en termes de gestion financière, administrative et des risques. Le cœur de la réponse à ces initiatives est la directive de la Municipalité qui pose les principes de base en matière de suivi des participations et de professionnalisme des conseils d'administration des sociétés liées à la Ville de Lausanne.

La directive municipale 101.6 sur le suivi des participations de la Ville à des personnes morales inclut quant à elle une série de règles et d'instruments de mise en place et notamment un registre des participations, un catalogue d'objectifs stratégiques et des lettres de missions. Le déploiement d'une partie de ces instruments s'est déroulé en 2018, avec la collecte, la compilation et l'adoption par la Municipalité des objectifs stratégiques des participations financières de la Ville pour lesquelles cette dernière compte des représentants — ainsi que quatre participations indirectes jugées importantes — et du recensement homogénéisé sous forme de registre des représentants de la Ville au sein des organes de haute direction de ces entités.

Enfin, la mise en place du suivi des participations a bénéficié de l'engagement au 1^{er} décembre d'un collaborateur scientifique chargé de mener le projet de déploiement, et de suivre effectivement les participations ainsi que les subventions.

Périmètre 2018

La première version du registre des participations recense de manière systématique les entités pour lesquelles une participation financière figure dans les comptes de la Ville et au sein de la haute direction desquelles la Ville est représentée, ainsi que quatre entités pour lesquelles la Ville détient une participation de manière indirecte.

La Municipalité confirme sa volonté d'établir formellement et de communiquer les objectifs qu'elle poursuit et entend atteindre par la détention de participations, qu'elles soient financières ou non, en les intégrant de manière systématique au présent registre. Ces objectifs sont appelés pour certains à être ajustés à l'épreuve de cette première année.

¹ Cette décision explique la différence de +0.5 ept existant entre le nombre d'ept alloués et affectés à Direction FIM au 31 décembre 2018, qui est compensée par le gel de 0.5 ept chez SCS.

Registre des participations 2018 : données financières et de participation

Participations jugées importantes	Type de personne morale	Ensemble du capital de l'organisation*	Part de la Ville de Lausanne en francs	Valeur comptable 31.12.2018	Nb représentant
1. Participations financières					
1) Culture et développement urbain					
Fondation de Beaulieu	Fondation	120'000'000.00	33'000'000.00	1'500'000.00	4
SI Conservatoire Lausanne S.A.	S.A.	1'500'000.00	500'000.00	1.00	2
SI EJMA Lausanne S.A.	S.A.	100'000.00	37'000.00	-	2
Vaud-Fribourg TV S.A.	S.A.	1'560'000.00	304'000.00	325'000.00	4
Groupe CGN S.A.	S.A.	19'854'925.00	290'850.00	2.00	1
2) Sécurité et économie					
Biopôle S.A.	S.A.	4'000'000.00	50'000.00	-	1
Epora S.A.	S.A.	100'000.00	100'000.00	-	4
3) Sports et cohésion sociale					
Centre Mondial du Cyclisme	Fondation	**	**	-	1
Centre sportif de Malley S.A.	S.A.	4'350'000.00	610'500.00	-	5
Maison du Sport International S.A.	S.A.	150'000.00	50'000.00	-	2
4) Logement, environnement et architecture					
Bâtir A S.A.	S.A.	355'100.00	157'100.00	157'100.00	4
Boipac	Soc. Coop.	1'034'750.00	100'000.00	1.00	1
COOPELIA	Soc. Coop.	4'661'900.00	18'200.00	-	1
Coopérative Cité Derrière	Soc. Coop.	29'872'000.00	208'500.00	-	1
Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)	Fondation	20'000.00	20'000	-	3
La Vidynette A S.A.	S.A.	191'000.00	136'750.00	510'079.50	1
Le Geai S.A.	S.A.	97'000.00	21'250.00	21'250.00	2
Logacop société coopérative	Soc. Coop.	186'000.00	1'000.00	1.00	1
Logis Familial S.A.	S.A.	60'000.00	4'000.00	4'000.00	1
SILL S.A. Société immobilière lausannoise de logement	S.A.	36'000'000.00	36'000'000.00	36'000'000.00	3
Société coopérative de construction et d'habitation DOMUS	Soc. Coop.	1'798'800.00	4'500.00	-	1
Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise	Soc. Coop.	101'400.00	20'000.00	1.00	1
Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)	Soc. Coop.	37'441'800.00	15'000.00	1.00	1
Société de construction S.A.	S.A.	290'500.00	50'000.00	50'000.00	1
SODEFOR société coopérative	Soc. Coop.	565'000.00	75'000.00	-	1
6) Finances et mobilité					
Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher	S.A.	2'272'000.00	169'250.00	1.00	1
CRIDEC	S.A.	6'800'000.00	500'000.00	-	1
GEDREL S.A.	S.A.	4'200'000.00	2'814'000.00	-	3
ISDS Oulens S.A.	S.A.	200'000.00	10'000.00	-	1
Parkings-Relais lausannois S.A.	S.A.	100'000.00	100'000.00	-	4
Transports publics de la Région Lausannoise S.A.	S.A.	55'859'500.00	14'584'500.00	1.00	7
Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.	S.A.	12'200'000.00	1'650'000.00	1.00	1
7) Services industriels					
Boisy TV S.A.	S.A.	1'218'000.00	1'000'000.00	1'000'000.00	4
Cadouest S.A.	S.A.	12'000'000.00	4'000'000.00	3'620'000.00	2
EOS Holding	S.A.	324'000'000.00	67'199'700.00	67'199'700.00	2
Forces motrices de l'Aboyeu S.A.	S.A.	340'000.00	20'000.00	20'000.00	1
Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)	S.A.	100'000'000.00	6'430'000.00	6'430'000.00	1
Gaziers Romands Société Coopérative VSG ASIG	Soc. Coop.	1'610'000.00	70'000.00	-	1
Gaznat S.A.	S.A.	27'000'000.00	7'260'000.00	7'260'000.00	2
LaZur Energie S.A.	S.A.	2'900'000.00	1'421'000.00	1'421'000.00	2
LFO S.A.	S.A.	10'000'000.00	10'000'000.00	-	6
Neo technologies S.A.	S.A.	2'000'000.00	977'500.00	-	2
netplus.ch S.A.	S.A.	1'194'740.00	119'470.00	1'286'450.00	1
RhônEole S.A.	S.A.	2'250'000.00	450'000.00	-	2
Romande Energie Holding S.A.	S.A.	28'500'000.00	829'350.00	39'145'320.00	1
Securelec-Vaud S.A.	S.A.	110'700.00	47'800.00	70'850.00	2
SI-REN S.A.	S.A.	30'000'000.00	30'000'000.00	13'400'000.00	6
Spontis S.A.	S.A.	2'650'000.00	265'000.00	265'000.00	1
Swisspower S.A.	S.A.	460'000.00	20'000.00	20'000.00	1
2. Participations indirectes					
6) Finances et mobilité					
TRIDEL S.A. (via GEDREL S.A.)	S.A.	11'000'000.00	-	-	1
7) Services industriels					
Alpiq Holding S.A. (via EOS Holding S.A.)	S.A.	278'746'490.00	-	-	1
Petrosvibri S.A. (via Gaznat S.A.)	S.A.	50'000.00	-	-	2
Swissgas S.A. (via Gaznat S.A.)	S.A.	60'000'000.00	-	-	1

Les données présentées ci-dessus sont fournies à titre indicatif. Seuls les chiffres figurants à l'annexe du bilan font foi.

* Les valeurs indiquées sont celles connues en date d'élaboration de ce chapitre, soit au 28.02.2018

** Les informations en possession ne sont pas dans un état publiable au moment du bouclage du rapport.

REGISTRE DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE LAUSANNE ET DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES LIÉS AUX PARTICIPATIONS - ETAT AU 31 DÉCEMBRE 2018

Participations financières

1. CULTURE ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

Fondation de Beaulieu

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Président</i>	<i>Syndic</i>	<i>Junod, Grégoire</i>
<i>Administratrice</i>	<i>Conseillère municipale LEA</i>	<i>Litzistorf, Natacha</i>
<i>Administratrice</i>	<i>Conseillère municipale FIM</i>	<i>Germond, Florence</i>
<i>Secrétaire Hors conseil</i>	<i>Conseiller de la Municipalité</i>	<i>Décosterd, Denis</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Mettre à disposition de l'économie vaudoise un outil de congrès performant, moderne et concurrentiel	<ul style="list-style-type: none"> Prendre les mesures concertées urgentes de clarification de la situation économique et juridique
Assainir la situation financière et veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne dans la gestion, la reconversion et le financement du site	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à l'achèvement des travaux engagés afin d'entretenir, moderniser et développer le site Valoriser et promouvoir les atouts du site et accélérer la reconversion du modèle d'affaire

Groupe CGN S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller de la Municipalité</i>	<i>Décosterd, Denis</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité lacustre et le développement d'une offre pendulaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'offre pendulaire
Assurer le développement d'une offre touristique de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Développer une offre touristique en lien avec le marché et les actions de Lausanne Tourisme
Veiller à la bonne intégration des activités de la CGN en lien avec l'aménagement des rives du lac dans les zones d'Ouchy et Bellerive	

SI Conservatoire Lausanne S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Président</i>	<i>Syndic</i>	<i>Junod, Grégoire</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal EJQ</i>	<i>Payot, David</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir les conditions de base immobilière de promotion de l'accès à la musique classique à Lausanne	<ul style="list-style-type: none"> Offrir à la population lausannoise un lieu propice au développement des talents musicaux Participer à la gestion et au développement du bâtiment de la rue de la Grotte 2 Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne dans la gestion et le financement du bâtiment Obtenir un état du bâtiment et un planning d'entretien

SI EJMA Lausanne S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Syndic</i>	<i>Junod, Grégoire</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal EJQ</i>	<i>Payot, David</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir les conditions de base immobilière de promotion d'accès à la musique moderne à Lausanne	<ul style="list-style-type: none"> Offrir à la population lausannoise un lieu propice au développement des talents musicaux Participer à la gestion et au développement du bâtiment de la rue des Côtes-de-Montbenon 26 Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne dans la gestion et le financement du bâtiment Obtenir un état du bâtiment et un planning d'entretien

Vaud-Fribourg TV S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Ancien Syndic	Brélaz, Daniel
Administrateur	Conseiller de la Municipalité	Décosterd, Denis
Administrateur	Gestionnaire patrimoine. SIL	Belet, Michel
-	-	-

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir une information locale de qualité	<ul style="list-style-type: none">• Offrir un média télévisuel de service public régional, produisant et diffusant des contenus destinés à couvrir l'actualité locale pour en informer la population lausannoise• Assurer un modèle médiatique indépendant des critères politiques ou d'audience, plaçant le critère commercial en second plan

* un siège de la Ville est vacant.

2. SÉCURITÉ ET ÉCONOMIE

Biopôle S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'activité économique sur les terrains du plan d'affectation cantonal n° 309 « Vennes »	<ul style="list-style-type: none">• Favoriser l'implantation d'activités à forte valeur ajoutée, principalement dans le domaine biologique et médical, accessoirement dans d'autres technologies, ainsi que de quartiers généraux, y compris à vocation internationale et de tourisme d'affaires

Epura S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Conseiller municipal SIL	Pidou, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service des finances	Bourquin, Emmanuel
Administrateur	Chef du Service de l'eau	Apothélos, Sébastien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Garantir à la population lausannoise et aux communes de l'entente CISTEP un traitement performant des eaux usées, limitant au maximum l'impact des activités humaines sur le Léman, y compris du point de vue des micropolluants, dans le respect des normes en vigueur et à un coût raisonnable	<ul style="list-style-type: none">• Maintenir l'intégralité du capital de la société en mains lausannoises• S'assurer que les installations d'incinération permettent l'élimination des boues de la STEP et du périmètre de récolte dans le respect des normes, notamment de qualité de l'air• Offrir une infrastructure performante, durable, répondant aux besoins de l'exploitation et s'intégrant au mieux dans un site sensible• Maîtriser les coûts de construction et d'exploitation et assurer une bonne gestion administrative et financière de la société• S'assurer que l'exploitation des installations soit faite de manière efficiente, dans le respect des normes environnementales et en veillant à la santé et à la sécurité des travailleurs. Veiller à la bonne collaboration avec le Service de l'eau qui assure l'exploitation opérationnelle et les contacts avec les communes de l'entente CISTEP

3. SPORTS ET COHÉSION SOCIALE

Centre mondial du cyclisme

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer de l'accessibilité du centre pour les sportifs lausannois S'assurer du bon développement du centre en cohérence avec les acteurs, les manifestations et les projets lausannois

Centre sportif de Malley S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Ancien Syndic	Schilt, Jean-Jacques
Administrateur	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Administrateur	Représentant externe	Schaer, Claude
Administrateur	Secrétaire général FIM	Castioni, Thibault
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Aspects financiers	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer du respect des budgets d'investissement et d'exploitation
Développement du CSM	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer du bon développement du CSM
Coordination	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer d'une bonne coordination des activités du CSM avec celles du Service des sports de la Ville de Lausanne

Maison du Sport International S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SCS	Tosato, Oscar
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement de la société	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer du bon développement de la MSI au sein du « réseau olympique »
Aspects financiers	<ul style="list-style-type: none"> Veiller au respect des états locatifs
Coordination	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner les activités des différents acteurs (locataires, copropriétaires, gérance, personnel, etc.), au sein de la MSI

4. LOGEMENT, ENVIRONNEMENT ET ARCHITECTURE

Bâtir A S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe à la cheffe de service - SLG	Faucherre, Andrea
Administratrice	Adjointe administrative - SLG	Arlettaz, Myriam
Administrateur	Adjoint administratif - SLG	Demarta, Gino
Administratrice	Adjointe administrative - SLG	Epifani, Rosetta

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none"> Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société

Boipac - Société coopérative

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Garde forestier au SPADOM	Bourgeois, Frédéric

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien du parc à grumes	<ul style="list-style-type: none">• Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du parc à grumes. A moyen terme, décider de la fermeture du parc
Développement de nouveaux projets pour la coopérative après la fermeture du parc à grumes	<ul style="list-style-type: none">• Etudier des projets en vue de continuer à soutenir la filière bois vaudoise

COOPELIA Coopérative sociale pour l'encouragement à la construction de logements

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe administrative - SLG	Epifani, Rosetta

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Coopérative Cité Derrière

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Cheffe du Service du logement et des gérances	Simon, Nadège

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Cheffe du Service du logement et des gérances	Simon, Nadège
Administratrice	Adjointe à la cheffe de service - SLG	Faucherre, Andrea
Administratrice	Cheffe Unité logement - SSL	Garcia, Emmanuelle

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Comité de direction	<ul style="list-style-type: none">• Participer au Comité de direction afin de pouvoir influencer les projets dans le sens de la politique du logement et de l'habitat souhaitée par la Ville de Lausanne
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	<ul style="list-style-type: none">• Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Vidynette A S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Adjointe à la cheffe de service - SLG	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Le Geai S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe administrative - SLG	Arlettaz, Myriam
Administratrice	Adjointe administrative - SLG	Epifani, Rosetta

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société

Logacop société coopérative

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe à la cheffe de service - SLG	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Logis familial S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe à la cheffe de service - SLG	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

SILL S.A. Société immobilière lausannoise de logement

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Présidente</i>	<i>Conseillère municipale LEA</i>	<i>Litzistorf, Natacha</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service des finances</i>	<i>Bourquin, Emmanuel</i>
<i>Administratrice</i>	<i>Cheffe du Service du logement et des gérances</i>	<i>Simon, Nadège</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements seniors et étudiants	<ul style="list-style-type: none">• Développer de façon innovante des projets correspondant à ces deux cibles
Plaines-du-Loup	<ul style="list-style-type: none">• Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et en suivre la mise en œuvre
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">• Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté
Approbation des comptes	<ul style="list-style-type: none">• Examiner les comptes. les approuver

Société coopérative de construction et d'habitation DOMUS

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administratrice</i>	<i>Statistiques – SLG</i>	<i>Salamolard Gremion, Liliane</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Approbation des comptes	<ul style="list-style-type: none">• Examiner les comptes, les approuver
But de la société	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">• S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administratrice</i>	<i>Conseillère municipale LEA</i>	<i>Litzistorf, Natacha</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Concourir à la protection et au développement des sites et espaces verts d'intérêt local ou général régional compris dans le rayon de la société	<ul style="list-style-type: none">• Acquérir des immeubles menacés• Faire inscrire en faveur de la Commune de Lausanne ou en faveur de la commune de situation, des immeubles, des servitudes de restrictions de droit à bâtir ou d'interdiction de bâtir• Par le moyen de subventions, permettre d'indemniser des propriétaires touchés par les mesures de protection de sites et espaces verts• Soutenir des sociétés ou organismes dont le but correspond à celui de la société• Participer au financement de projets d'aménagements d'espaces verts divers, comme les platanes de la place Chauderon (1995) ou Lausanne Jardins 97, 2000, 2009, 2014.

Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Cheffe du Service du logement et des gérances	Simon, Nadège

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	<ul style="list-style-type: none">Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et s'informer de la mise en œuvre
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société de construction S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Statistiques – SLG	Salamolard Gremion, Liliane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	<ul style="list-style-type: none">Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré	<ul style="list-style-type: none">Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré existant
Comptes	<ul style="list-style-type: none">S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	<ul style="list-style-type: none">S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	<ul style="list-style-type: none">S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

SODEFOR société coopérative

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Garde forestier au SPADOM	Roth, Maxime

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien des moyens d'exploitation	<ul style="list-style-type: none">Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du camion.
Etude de nouveaux projets et de nouvelles technologies permettant de valoriser le bois énergie	

6. FINANCES ET MOBILITÉ

Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Améliorer l'offre de service	<ul style="list-style-type: none">Modes, réseau, exploitation, adéquation et attrait de l'offre, fiabilité du service
Améliorer l'accessibilité	<ul style="list-style-type: none">Depuis l'extérieur, à l'intérieur du réseau, disponibilité des titres de transport
Optimiser la durée	<ul style="list-style-type: none">Durée du voyage, respect de l'horaire
Améliorer l'attention portée au client	<ul style="list-style-type: none">Engagement, interface clients, personnel, assistance, achat des titres
Améliorer le confort	<ul style="list-style-type: none">Fonctionnement des équipements, places assises et espace personnel, confort du passager, conditions ambiantes
Améliorer la sécurité	<ul style="list-style-type: none">Protection contre les agressions, prévention des accidents, gestion des situations d'urgence
Réduire l'impact environnemental	<ul style="list-style-type: none">Pollution, ressources naturelles, infrastructure

CRIDEC, Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Chef de service PUR</i>	<i>Beaudinot, Stéphane</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Respect de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">S'assurer de la bonne éthique de l'entreprise quant au traitement des déchets spéciaux qui lui sont confiés
Respect des obligations légales	<ul style="list-style-type: none">Élimination des déchets en application des lois fédérales et cantonales et du plan cantonal de gestion des déchets

GEDREL S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Présidente</i>	<i>Conseillère municipale FIM</i>	<i>Germond, Florence</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SE</i>	<i>Hildbrand, Pierre-Antoine</i>
<i>Secrétaire général</i>	<i>Chef du service PUR</i>	<i>Beaudinot, Stéphane</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Respect des obligations légales	<ul style="list-style-type: none">Remplir les tâches communales prescrites par la législation vaudoise sur la gestion des déchets
Soutien aux communes du périmètre	<ul style="list-style-type: none">Encourager les communes au recyclage. Fournir documentation et information en matière de gestion des déchets. Veille technique
Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none">Participation à des événements de sensibilisation. Mise en place de campagnes de communication au sein des communes. Sensibiliser le public
Assurer la bonne gestion administrative de la S.A.	<ul style="list-style-type: none">Assurer la gestion administrative de la société en application des règles légales, des missions dévolues et des décisions du CA.

ISDS Oulens S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Chef de service PUR</i>	<i>Beaudinot, Stéphane</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Conduire la société à cette cessation d'activité	<ul style="list-style-type: none">Terminer le remplissage des sillons dans le respect des normes environnementalesPréparer la société à sa cessation d'activité (remise en état du terrain, vente du matériel, etc.)

Parkings-Relais lausannois S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Présidente</i>	<i>Conseillère municipale FIM</i>	<i>Germond, Florence</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SE</i>	<i>Hildbrand, Pierre-Antoine</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef de la Division mobilité - RM</i>	<i>Gonin, Alain</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Economiste au Service des finances</i>	<i>Feniello, Jean-Pierre</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Optimiser les conditions d'octroi	<ul style="list-style-type: none">Répondre aux défis de mobilité de la Ville et de l'agglomération
Améliorer la capacité d'accueil	<ul style="list-style-type: none">Répondre aux enjeux de mobilité de l'agglomération et au développement économique de la zone
Réduire l'impact environnemental	<ul style="list-style-type: none">Offre de stationnement véhicules propres, luminaires LED
Améliorer l'attention portée au client	<ul style="list-style-type: none">Engagement, interface clients, personnel, assistance, achat des titres
Améliorer la gestion	<ul style="list-style-type: none">Maîtriser l'usage de tickets horaires liés aux activités du Biopôle

Transports publics de la Région Lausannoise S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Syndic</i>	<i>Junod, Grégoire</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SE</i>	<i>Hildbrand, Pierre-Antoine</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SCS</i>	<i>Tosato, Oscar</i>
<i>Administratrice</i>	<i>Conseillère municipale LEA</i>	<i>Litzistorf, Natacha</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal EJQ</i>	<i>Payot, David</i>
<i>Administratrice</i>	<i>Conseillère municipale FIM</i>	<i>Germond, Florence</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SIL</i>	<i>Pidoux, Jean-Yves</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Améliorer l'offre de service	<ul style="list-style-type: none">Modes, réseau, exploitation, adéquation et attrait de l'offre, fiabilité du service
Améliorer l'accessibilité	<ul style="list-style-type: none">Depuis l'extérieur, à l'intérieur du réseau, disponibilité des titres de transport
Optimiser la durée du voyage	<ul style="list-style-type: none">Durée du voyage, respect de l'horaire
Améliorer l'attention portée au client	<ul style="list-style-type: none">Engagement, interface clients, personnel, assistance, achat des titres
Améliorer le confort	<ul style="list-style-type: none">Fonctionnement des équipements, places assises et espace personnel, confort du passager, conditions ambiantes
Améliorer la sécurité	<ul style="list-style-type: none">Protection contre les agressions, prévention des accidents, gestion des situations d'urgence
Réduire l'impact environnemental	<ul style="list-style-type: none">Pollution, ressources naturelles, infrastructure

Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Ancien Municipal</i>	<i>Français, Olivier</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité transalpine	<ul style="list-style-type: none">Veiller à l'accessibilité, à la bonne gestion et à la sécurité d'une infrastructure routière stratégique
-	<ul style="list-style-type: none">Mettre en œuvre la coopération régionale

7. SERVICES INDUSTRIELS

Boisy TV S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Président</i>	<i>Conseiller municipal SIL</i>	<i>Pidoux, Jean-Yves</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service patrimoine</i>	<i>Rinaldi, Massimo</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service commercial</i>	<i>Surer, Marc-Antoine</i>
<i>Administratrice</i>	<i>Adjointe au chef du Service des finances</i>	<i>Balet-Nicolet, Danièle</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Améliorer l'offre	<ul style="list-style-type: none">Fournir des signaux multimédias à des câblo-opérateurs partenaires
Développer les marchés et prestations	<ul style="list-style-type: none">Trouver de nouveaux marchés et développer de nouvelles prestations
Assurer une veille technologique	<ul style="list-style-type: none">Suivre l'évolution technologique de saisie, de traitement et de fourniture des signaux

Cadouest S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SIL</i>	<i>Pidoux, Jean-Yves</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service patrimoine</i>	<i>Rinaldi, Massimo</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois	<ul style="list-style-type: none">• Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois, en tenant compte de la chaleur disponible fournie par les SIL, et contribuer ainsi à la réduction efficace des émissions de CO2 dans l'agglomération lausannoise
Améliorer le rendement financier	<ul style="list-style-type: none">• A terme, dégager un dividende de cette activité

EOS Holding

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SIL</i>	<i>Pidoux, Jean-Yves</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Secrétaire général SIL</i>	<i>Waelti, Nicolas</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	<ul style="list-style-type: none">• Défendre l'hydraulique suisse et disposer si nécessaire d'un accès facilité à cette production indigène renouvelable• Assurer la viabilité de la participation dans Alpiq• Poursuivre le développement des nouvelles énergies renouvelables en Europe• Assurer des revenus à la Ville par le biais du dividende

Forces motrices de l'Aboyeu S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SIL</i>	<i>Pidoux, Jean-Yves</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la production électrique et la bonne gestion	<ul style="list-style-type: none">• Produire de l'électricité de source hydraulique• Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service patrimoine</i>	<i>Rinaldi, Massimo</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir de l'énergie de réglage et assurer la rentabilité	<ul style="list-style-type: none">• Mettre à disposition de l'énergie de réglage pour la stabilité du réseau suisse, en dégagant une marge entre le coût du pompage et de production et le prix de vente de l'électricité

Gaziers Romands Société Coopérative VSG ASIG

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service patrimoine</i>	<i>Rinaldi, Massimo</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville et assurer la veille législative et réglementaire	<ul style="list-style-type: none">• Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche gazière romande et à travers elle au sein de l'Association suisse de l'industrie gazière (ASIG)• Etre informé des évolutions règlementaires et technique dans le domaine du gaz

Gaznat S.A. Société pour l'Approvisionnement et le Transport du Gaz Naturel en Suisse

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer et optimiser l'approvisionnement en gaz	<ul style="list-style-type: none">Assurer au meilleur coût l'approvisionnement en gaz des SILConstruire et exploiter les réseaux nécessaires au transport du gaz naturel en Suisse romande
Assurer les rendements financiers	<ul style="list-style-type: none">Assurer des revenus à la Ville par le biais d'un dividende

LaZur Energie S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administrateur	Chef du Service production	Jaquet, Philippe

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Conclure un contracting pour le Centre sportif de Malley	<ul style="list-style-type: none">Réaliser sous forme de contracting les infrastructures techniques du Centre sportif de Malley
Développer une politique énergétique exemplaire	<ul style="list-style-type: none">Investir dans de nouveaux projets énergétiquement exemplaires de manière coordonnée et en fonction des activités dans ce domaine menées directement par les SIL
Assurer un retour sur investissement	<ul style="list-style-type: none">A terme, assurer un retour sur investissement par le versement d'un dividende

LFO S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent
Administrateur	Chef du Service réseaux	Regamey, François
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Créer un réseau de fibre optique et exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner	<ul style="list-style-type: none">Construire, exploiter et commercialiser un réseau de fibre optiqueExploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner

Neo technologies S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Répondre aux besoins des SIL en termes de services SAP	<ul style="list-style-type: none">Proposer une palette de services SAP nécessaire au bon fonctionnement des SIL
Assurer un retour sur investissement	<ul style="list-style-type: none">Dégager un dividende des activités de la société

netplus.ch S.A.

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Vice-président</i>	<i>Chef du service commercial</i>	<i>Surer, Marc-Antoine</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'offre et réduire les coûts	<ul style="list-style-type: none"> Proposer une palette complète de service multimédia selon les attentes du marché et au meilleurs prix Trouver et exploiter toutes les synergies de coûts entre les partenaires actionnaires

RhôneEole S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service production</i>	<i>Jaquet, Philippe</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Ancien chef de service des SIL</i>	<i>Rouiller, Jean-Marie</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'énergie éolienne	<ul style="list-style-type: none"> Développer l'énergie éolienne au coude de la Vallée du Rhône Maintenir des relations étroites dans le domaine de l'énergie avec les communes valaisannes en amont de Lavey

Romande Energie Holding S.A.

Représentants de la Ville *

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Conseiller municipal SIL</i>	<i>Pidoux, Jean-Yves</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Garder la société en mains publiques et assurer un rendement financier	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir le capital de la société en mains publiques (Préavis N° 2015/62) Assurer des revenus à la Ville par le versement du dividende

* en l'occurrence, M. Pidoux est nommé par le Conseil d'Etat et reçoit de sa part une lettre de mission

Securelec-Vaud S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service réseaux</i>	<i>Regamey, François</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef de division – SIL</i>	<i>Chaveiro, Joao-Paulo</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Maintenir le savoir-faire dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT. NIBT)	<ul style="list-style-type: none"> Disposer d'un partenaire expert en matière de sécurité et de conseil dans le domaine des installations électriques intérieures, permettant de maintenir la savoir-faire nécessaire aux activités des SiL dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT. NIBT)
Développer l'offre pour assurer la pérennité	<ul style="list-style-type: none"> Faire évoluer les prestations pour assurer à la société une assise qui garantisse sa pérennité et la qualité de ses collaborateurs

SI-REN S.A.

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
<i>Président</i>	<i>Conseiller municipal SIL</i>	<i>Pidoux, Jean-Yves</i>
<i>Vice-président</i>	<i>Conseiller municipal SE</i>	<i>Hildbrand, Pierre-Antoine</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service production</i>	<i>Jaquet, Philippe</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service patrimoine</i>	<i>Rinaldi, Massimo</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Chef du Service commercial</i>	<i>Surer, Marc-Antoine</i>
<i>Administrateur</i>	<i>Ancien chef de service des SIL</i>	<i>Rouiller, Jean-Marie</i>

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer un parc de productions renouvelables locales	<ul style="list-style-type: none"> Développer un parc de productions renouvelables locales en complémentarité avec les projets menés directement par les SIL

Spontis S.A.

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer une plateforme d'achat et de logistique pour les entreprises actives dans le domaine de l'énergie	<ul style="list-style-type: none">• Standardiser le matériel électrique des actionnaires et définir les meilleures pratiques pour diminuer les coûts• Réaliser des appels d'offres de marché public en foisonnant les besoins des actionnaires pour diminuer les coûts du matériel standardisé par effet de volume• Disposer d'une plateforme de commande efficace pour la planification des chantiers• Développer les activités de la société pour mutualiser les charges fixes

Swisspower S.A.

Représentant de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	<ul style="list-style-type: none">• Défendre les intérêts de la Ville en matière de stratégie énergétique multifluide et durable (lobbying)

Participations indirectes

6. FINANCES ET MOBILITÉ

TRIDEL S.A. (via GEDREL S.A.)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Respect des normes environnementales	<ul style="list-style-type: none">• Elimination des déchets en application des normes OLED
Améliorer le transport des déchets	<ul style="list-style-type: none">• Favoriser et développer le transport par le rail
Améliorer l'attractivité des tarifs incinération	<ul style="list-style-type: none">• Reporter sur les périmètres la bonne marche financière de la TRIDEL S.A. par une baisse des tarifs d'incinération
Veiller à la bonne gouvernance de la S.A.	<ul style="list-style-type: none">• Veiller à la bonne marche de l'usine (investissements, maintenance, exploitation)

7. SERVICES INDUSTRIELS

Alpiq Holding S.A. (via EOS Holding S.A.)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Néant	

Petrosvibri S.A. (Via Gaznat S.A.)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Pidoux, Jean-Yves
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Néant	

Swissgas S.A. (via Gaznat S.A.)

Représentants de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service commercial	Surer, Marc-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Néant	

SERVICE DES FINANCES (SFIN)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Administration

- gestion de la trésorerie et de la dette
- secrétariat de la Commission permanente des finances
- mandat Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL): trésorerie, production de tableaux de bord et prestations diverses

Coordination et analyses financières

- réalisation de la planification financière à l'intention de la Municipalité
- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes
- suivis budgétaire, de la trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité
- collaboration à la notation financière de la Ville
- analyses techniques et financières diverses

Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville ainsi que de quelques fonds et fondations

Impôts

- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannois et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt

Contentieux

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt
- gestion de la caisse communale
- secrétariat de la Commission de recours en matière d'impôt communal

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux	16.20	15.00	16.20	16.20
Coordinat. & analyses financ.	4.00	4.00	4.00	4.00
Cpta Gén.trésorerie projets	11.30	10.30	12.30	9.70
Direction - SFIN	1.75	1.75	1.75	1.75
Impôts	3.00	3.00	3.00	3.00
Total service	36.25	34.05	37.25	34.65

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	ept alloués	variation
Total service		+ 1.00

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n	ept	n	ept
Contentieux	17	15.00	18	16.20
Coordinat. & analyses financ.	4	4.00	4	4.00
Cpta Gén.trésorerie projets	12	10.30	11	9.70
Direction - SFIN	2	1.75	2	1.75
Impôts	3	3.00	3	3.00
Total service	38	34.05	38	34.65

Note : les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n		n	
	0		0	
Total service	0		0	

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	5	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s) 0	entrant(s) 0
Total service	5	5

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	
Convention de départ	
Décès	
Démission	4
Départ à la retraite	
Fin de contrat	
Licenciement juste motif ordinaire	
Licenciement suppr. de poste	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	
Licenciement invalidité totale	
Total service	5

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Le service poursuit et coordonne la mise en œuvre du plan d'amélioration financière PSAF II d'un montant de CHF 35 millions (CHF 25.5 millions pérennes ont déjà été intégrés aux budgets 2018 et 2019). Il poursuit également les études visant à remplacer le système comptable actuel GEFI par un ERP financier d'ici la fin de la législature et travaille activement à cartographier, uniformiser et simplifier les processus comptables et financiers au sein de la Ville.

Dette communale

En 2018, 51 opérations d'emprunts à court terme (moins d'une année) ont été conclues. Deux emprunts ont été effectués pour CHF 200 millions. Deux emprunts à long terme, pour un total de CHF 200 millions, ont été remboursés.

Information fiscale (BIF)

En collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois, le Bureau d'information fiscale a ouvert ses portes du 19 février au 23 mars 2018. Une équipe de six taxateurs a répondu à 4'460 personnes, pour lesquelles 4'157 déclarations d'impôt ont été remplies. Ce service gratuit est très apprécié tant des Lausannois que du Canton qui a bénéficié de dossiers pré-taxés.

Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2018, 4'123 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 932 bordereaux, générant CHF 25'210.- de recettes.

Frontaliers

Les éléments traités en 2018 correspondent aux salaires 2017 :

	en 2016	en 2017
nombre frontaliers	6'098	6'050
employeurs	1'017	1'067
impôts en CHF	11'465'768	10'875'129

Résidences secondaires

En 2018, 445 procédures (questionnaires) ont été engagées. 192 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées et 45 dossiers sont encore en examen à l'Administration cantonale des impôts (ACI).

A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2016 ont généré une recette de CHF 689'106.-.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé :

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2013	2014	2015	2016	2017
2013	691'650	616'150	589'560	474'906	229'063
2014		737'698	686'739	476'345	227'181
2015			1'112'590	1'042'702	511'687
2016				689'106	406'657
2017					310'886

*selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

Contentieux

Le nombre d'affaires en cours s'élevait à 54'003 affaires à fin 2018, représentant un montant d'un peu plus de CHF 12.8 millions.

Ces chiffres sont en diminution en raison de la période préparatoire au changement de logiciel de recouvrement. La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé la somme de CHF 549'680.60, ce qui constitue un résultat très satisfaisant compte tenu du montant moyen assez faible des actes de défaut de biens et de l'ancienneté d'une partie de ceux-ci. Le montant total recouvré entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2018 s'élève à CHF 2'628'069.12.

L'ensemble des opérations liées aux actes de défaut de biens représente 38'604 affaires à fin 2018, pour un montant de CHF 21.2 millions. Ces affaires s'ajoutent à celles qui figurent ci-dessus.

Commission communale de recours en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales

La Commission communale de recours a continué à maintenir un rythme soutenu afin de réduire sensiblement les délais de traitement des recours. Les commissaires ont tenu 23 séances durant l'année 2018, plusieurs recourants pouvant être entendus successivement dans le cadre d'une séance.

Nombre de dossiers	2014	2015	2016	2017	2018
Reportés	63	85	99	75	50
Nouveaux	52	81	50	124	126
Liquidés	30	67	74	91	70
Soldes	85	99	75	108	106

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les recours liés à la taxe de base fixée dans le règlement communal sur la gestion des déchets.

SERVICE DU PERSONNEL (SPEL)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

L'article 74 du règlement pour le personnel communal (RPAC) définit les tâches du SPEL :

- développer et mettre en œuvre une politique du personnel harmonisée, globale et cohérente, répondant aux besoins de l'administration communale, afin d'améliorer les prestations aux usagers et de favoriser le développement des compétences et la motivation du personnel communal
- coordonner les mesures et décisions d'application du présent règlement, notamment en ce qui concerne le recrutement, le management, la formation continue, l'évolution professionnelle, les principes de rémunération (classification, normes salariales, avancement et promotion), la santé et la sécurité au travail, la formation des apprentis
- promouvoir et maintenir l'égalité entre femmes et hommes au sein de l'administration communale ; veiller à l'application des mesures arrêtées par la Municipalité
- centraliser tous les renseignements relatifs au personnel communal
- gérer le portefeuille des assurances de personnes

Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes)
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux
- gestion du service et conduite du personnel
- lancement et supervision des projets RH du service
- développement et promotion de l'égalité entre femmes et hommes

Observatoire des métiers et rémunération (OMR)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux
- gestion des processus paie et contrôles des salaires, des assurances sociales et de l'imposition
- gestion déléguée des allocations familiales
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle
- expertise et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration
- développement et gestion du monitoring RH Ville

Management RH & Conditions de travail (MRH & CT)

- gestion globale du développement RH (formation) et de l'apprentissage (+ de 200 apprentis communaux)
- développement du bien-être au travail et conciliation vie privée – vie professionnelle
- appui aux services sur les questions d'aménagement du temps de travail (ATT) et de gestion des absences et congés
- pilotage des processus de recrutement et de mobilité interne
- participation à la gestion des garderies communales offrant des places au personnel de la Ville
- consultation sociale d'entreprise

Droit du personnel et procédures (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel
- gestion des dossiers litigieux
- gestion du contentieux relatif au nouveau système de rémunération

Qualité, administration du personnel & SIRH

- gestion administrative du personnel (de l'embauche à la fin d'emploi)
- développement et maintenance des processus centralisés et décentralisés en matière de gestion des ressources humaines
- gestion informatisée des processus RH (maintenance et intégration du système d'information ; support et formation)
- conduite de projets en lien avec le système d'information des ressources humaines (SIRH)
- gestion de l'ERP PeopleSoft, des projets et des formations au Réseau RH y relatifs
- soutien de la direction dans sa gestion des finances du service

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Cellule contentieux syst. rém.	0.50	0.00	3.60	4.20
Dir. SPEL & resp. réseau RH	2.00	2.00	2.90	2.70
Droit du personnel & procédure	9.80	9.80	4.60	4.60
Management RH & cond. travail	14.20	12.60	13.05	7.95
Observ. Métiers & rémunération	12.95	12.95	13.10	11.50
Qualité. Adm. du pers. & SIRH	3.80	3.80	9.70	9.70
Total service	43.25	41.15	46.95	40.65

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	ept alloués	ept affectés
Total service	+ 3.70	

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n	ept	n	ept
Cellule contentieux syst. rém.			5	4.20
Dir. SPEL & resp. réseau RH	2	2.00	3	2.70
Droit du personnel & procédure	12	9.80	5	4.60
Management RH & cond. travail	15	12.60	10	7.95
Observ. Métiers & rémunération	16	12.95	14	11.50
Qualité. Adm. du pers. & SIRH	4	3.80	11	9.70
Total service	49	41.15	48	40.65

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n		n	
Centre de formation	20		23	
Total service	20		23	

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	9	10
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	0
Total service	11	10

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	
Convention de départ	1
Décès	
Démission	4
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppr. de poste	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	
Licenciement fin droit trait. 24 mois	
Licenciement juste motif immédiat	
Licenciement invalidité totale	
Total service	9

ADMINISTRATION DU PERSONNEL DE LA VILLE
Tableau des effectifs / postes

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagés par contrat de droit privé au 31.12.2018

	nb pers. physiques *	total ept occupés *	total ept alloués **	écart en ept (C - B)	écart en % (D/C)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	324	258.02	264.37	6.35	2.4%
Secrétariat municipal	84	73.25	75.70	2.45	
Secrétariat général	40	33.20	36.00	2.80	
Service de la culture	72	53.25	53.05	-0.20	
Service bibliothèques et archives de la Ville	76	52.42	51.82	-0.60	
Service de l'urbanisme	42	36.40	38.10	1.70	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	10	9.50	9.70	0.20	
Sécurité et économie	1258	1180.06	1203.9	23.84	2.0%
Secrétariat général	40	30.05	29.40	-0.65	
Corps de police	690	654.00	656.05	2.05	
Service de protection et de sauvetage	244	228.73	231.65	2.92	
Service du contrôle des habitants	43	38.20	38.20	0.00	
Service de l'économie	54	49.00	50.00	1.00	
Service de l'eau	187	180.08	198.60	18.52	
Sports et cohésion sociale	669	568.21	641.86	73.65	11.5%
Secrétariat général	17	14.15	16.40	2.25	
Service des sports	93	85.96	89.86	3.90	
Service social de Lausanne	306	247.20	264.05	16.85	
Service du travail	175	155.40	201.55	46.15	
Service des assurances sociales	78	65.50	70.00	4.50	
Logement, environnement et architecture	641	543.98	571.49	27.51	4.8%
Secrétariat général et cadastre	61	54.15	56.30	2.15	
Service du logement et des gérances	161	91.38	99.39	8.01	
Service d'architecture	33	30.10	29.90	-0.20	
Service des parcs et domaines	307	293.50	306.15	12.65	
Service d'organisation et informatique	79	74.85	79.75	4.90	
Enfance, jeunesse et quartiers	1322	806.26	851.59	45.33	5.3%
Secrétariat général	132	89.70	95.04	5.34	
Service d'accueil de jour de l'enfance	678	456.72	474.96	18.24	
Service des écoles primaires et secondaires	384	170.84	188.41	17.57	
Service de santé et prévention	60	42.65	45.23	2.58	
Service de psychologie scolaire	68	46.35	47.95	1.60	
Finances et mobilité	664	632.88	669.33	36.45	5.4%
Secrétariat général	15	13.10	13.60	0.50	
Service des finances	38	34.65	37.25	2.60	
Service du personnel	48	40.65	46.95	6.30	
Service achat et logistique Ville	39	36.83	42.83	6.00	
Service des routes et de la mobilité	198	189.20	199.50	10.30	
Service de la propreté urbaine	326	318.45	329.20	10.75	
Direction des services industriels	554	520.34	551.55	31.21	5.7%
Secrétariat général	28	26.10	27.30	1.20	
Services partagés	65	50.04	56.35	6.31	
Service commercial	102	94.45	98.45	4.00	
Service patrimoine	97	92.55	102.95	10.40	
Service production	99	96.85	100.85	4.00	
Service réseaux	163	160.35	165.65	5.30	
Total Ville au 31.12.2018	5 432	4 509.75	4 754.09	244.34	5.1%
Total ville au 31.12.2017	5 452	4 515.97	4 700.52	184.55	3.9%
Variation	-20	-6.22	53.57	59.79	
Répartitions Femmes/Hommes					
Effectifs au 31.12.2018	2 491	2 941	5 432	3 074	2 358
Effectifs au 31.12.2017	2 500	2 952	5 452	3 121	2 331
Variation	-9	-11	-20	-47	27
En % au 31.12.2018	45.9%	54.1%		56.6%	43.4%
En % au 31.12.2017	45.9%	54.1%		57.2%	42.8%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2018

DIRECTION

L'année 2018 reste une année de transition pour le service du personnel, en particulier suite au départ de son chef de service en octobre 2018.

OBSERVATOIRE DES MÉTIERS ET RÉMUNÉRATION

Rémunération globale et monitoring RH (RGM)

En 2018, les activités d'évaluation des fonctions et d'examen du positionnement des postes se sont poursuivies dans le cadre des demandes déposées par les services de la Ville, en application du processus décisionnel de la Ville. Une part très importante de l'activité a également été induite par le contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération. A ce titre, il convient de relever que la structure mise sur pied pour traiter les dossiers transmis par la Commission de recours individuel (CRI) a été dissoute le 31 mai au profit de la création d'une nouvelle entité ad hoc, soit la Cellule du contentieux du nouveau système de rémunération (CCSR). Active dès le 1^{er} juin, la CCSR bénéficie depuis de l'expertise technique et méthodologique nécessaire de la part de l'unité RGM. Les résultats détaillés de cette collaboration sont présentés ci-dessous sous « Droit du personnel et procédures ».

Concernant les demandes collectives déposées auprès de la Commission d'évaluation et de correction des fonctions (CECF), l'unité a remis quatre nouveaux rapports d'analyse.

L'année 2018 a permis de développer les tableaux de bord et indicateurs RH afin de quitter une logique de rapports papiers en offrant aux utilisateur/trice-s la possibilité d'explorer en temps réel leurs données dans une perspective d'aide à la décision. Une phase de test concluante a été menée fin 2018 et le déploiement de la solution « cockpit RH » auprès de utilisateurs/trices est prévue durant l'année 2019.

Salaires et assurances sociales

L'unité a assuré le versement des salaires de la Ville dans les délais, pour un total de CHF 460'695'426.- (base AVS). 8'580 certificats de salaire ont été édités pour 2018 et une nouvelle procédure de contrôle des factures des cotisations CPCL a été mise en place.

Le bureau du contrôle des salaires a procédé à la vérification de la cohérence des mutations effectuées sur les dossiers du personnel par les gestionnaires de dossiers ainsi qu'aux contrôles des éléments variables enregistrés sur les salaires, ce qui a représenté 2'301'000 lignes ventilées dans la comptabilité GEFI.

La caisse déléguée d'allocations familiales a versé CHF 10'778'125.- d'allocations familiales à 1'786 bénéficiaires. Sur recommandation de la caisse cantonale d'allocations familiale, une lettre d'information d'échéance du droit est envoyée systématiquement aux bénéficiaires. Dès le 1^{er} janvier 2018, la couverture d'assurance LAA et accident complémentaires est reprise par l'assureur AXA pour les parties d'entreprise non assurées obligatoirement à la SUVA, ceci suite à l'appel d'offre publique effectué en 2017.

Audits organisationnels et mesures individuelles (AOMI)

Une douzaine de dossiers ont été traités en 2018 (analyses des changements organisationnels, de leurs impacts sur les descriptions de postes (DP) et sur les niveaux de rémunération de ces postes). Le soutien au Service du logement et des gérances dans ses réflexions visant à aboutir à une nouvelle organisation est à relever.

290 demandes de mesures individuelles (contre 262 en 2017 et 238 en 2016, environ +10% par année), émanant de pratiquement l'ensemble des services et concernant un ou plusieurs titulaires, ont été traitées tout au long de l'année.

MANAGEMENT RH & CONDITIONS DE TRAVAIL (MRH&CT)

Développement et apprentissage

La section est en charge de la mise en application de la convention entre le Centre d'éducation permanente (CEP) et la Ville. 458 inscriptions à des cours catalogues du CEP ont été validées en 2018, pour un total de 990 journées individuelles de formation. On relève la participation de 104 personnes aux cours dits « sur mesure », dans le cadre des 10 mandats réalisés par le CEP.

Le CEP a également identifié 1'471 inscriptions représentant 1'140 jours de formation, aux cours dits « spéciaux », pris en charge par les services et/ou le budget du SPEL, ceux-ci étant obligatoires.

A la rentrée scolaire 2018, l'administration communale compte 208 apprenti-e-s (dont 9 stagiaires apprenti-e-s et 7 Art. 32), formé-e-s dans une trentaine de professions différentes.

Le centre de formation d'apprenti-e-s du SPEL (CFO) forme 18 employé-e-s de commerce et 4 médiamaticien-ne-s, réparti-e-s dans 13 services partenaires.

Au niveau de la Ville, 75 jeunes arrivaient au terme de leur formation en juillet 2018 ; 67 apprenti-e-s ont obtenu leur CFC alors que 8 ont échoué.

La Ville reçoit pour la quatrième année consécutive le Swiss Label Olympic, titre récompensant les entreprises favorisant le sport de compétition. En effet, le SPEL forme quatre apprenti-e-s pratiquant un sport d'élite et affilié-e-s au Centre Sport-études de Lausanne.

Egalité, qualité de vie au travail et ATT

Le déploiement du projet ATT est arrivé à son terme. Aujourd'hui, les 39 services de l'administration appliquent la nouvelle réglementation et environ deux tiers des collaborateurs et collaboratrices (3'770) pratiquent la gestion informatisée du temps de travail sur le logiciel TimeTool. Le reste du personnel, notamment les sapeurs-pompiers, le personnel terrain du Corps de Police ainsi que quelques divisions et unités du SEP+S et du SAJE, n'est pas en mesure de l'utiliser pour des raisons de contraintes horaires trop particulières et d'accessibilité, la solution Smartphones et/ou tablettes n'ayant à ce jour pas été retenue. Le support aux utilisateurs et utilisatrices est assuré quotidiennement pour la gestion informatisée du temps de travail et représente toujours une moyenne d'environ 150 sollicitations par mois. Une formation continue est assurée tout au long de l'année pour les gestionnaires du temps de travail dans les services. Le contrôle du paiement des heures et des vacances en cas de fin des rapports de travail a représenté 468 demandes en 2018.

La journée « Oser tous les métiers » (JOM) a accueilli 377 enfants en 2018. Le poste de déléguée à l'égalité a été recréé en partie en fin d'année 2018. La teneur du poste a été modifiée avec la nouvelle appellation de déléguée à l'égalité et à la diversité et un rattachement hiérarchique direct à la cheffe de service du SPEL.

L'*Espace Enfance Vinet*, qui offre 44 places, a connu un taux d'occupation moyen de 88.19% par des enfants du personnel communal. Le subventionnement de la structure a été assumé à hauteur de 38.54% par le SPEL, le solde étant pris en charge par le Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE). Parmi les employé-e-s bénéficiant de cette prestation, 62% habitent à Lausanne et leur part est en constante augmentation depuis son ouverture en 2008. La Garderie de Sébeillon, qui offre 44 places, a connu un taux d'occupation de 85.02% par des enfants du personnel communal. Le subventionnement de la structure a été assumé à hauteur de 7.73 % par le SPEL, le solde étant pris en charge par le Service d'accueil de jour de l'enfance (SAJE). Parmi les employé-e-s bénéficiant de cette prestation, 48% habitent à Lausanne. L'unité a participé aux séances de Comité de l'association des garderies de Tivoli et Vinet, dont une part importante a été consacrée à la réorganisation de l'association et à l'optimisation de la gestion interne.

La prestation d'accueil d'urgence pour le personnel communal a apporté une solution de garde d'urgence à 4 familles durant l'année. Ces places ont été occupées à hauteur de 35% de la capacité d'accueil.

La Consultation sociale d'entreprise a suivi 120 personnes dont 87 en première consultation. 31 personnes ont bénéficié du soutien du Fonds de secours en faveur du personnel communal en 2018, pour un montant total de CHF 61'292.15, correspondant à 137 paiements. 21 nouvelles demandes ont été acceptées par le Comité du Fonds de secours, pour un montant total de CHF 58'423.05.

Le Service du personnel a repris au 1^{er} juin 2018 la gestion totale du Plan de mobilité lausannois (PML), initialement géré par les directions Culture et développement urbain et Sécurité et économie. Concernant le volet « déplacements professionnels », il convient de relever l'attribution de 1'113 bons Mobilis (contribution pour l'achat d'un abonnement annuel de transports publics), l'achat de 2 nouveaux vélos électriques Ville – la flotte compte désormais 167 vélos –, l'augmentation du nombre des cartes tl prépayées (+26.4%) et la migration de la plateforme d'achat des billets CFF. Quant au volet « déplacements pendulaires », il convient de relever l'augmentation du loyer des places de parc sur le domaine privé communal au 1^{er} janvier 2018 (+ CHF 10.-) ainsi que la fidélité des bénéficiaires du Kit-Vélo.

L'opération Bike to work du mois de juin a connu un grand succès, avec la participation de 31 équipes, contre 27 en 2017, et notre première participation à la campagne « Décrochons la Lune » menée par 100 collaborateurs/trices durant les mois de septembre et octobre 2018.

PILOTAGE & GESTION DES ABSENCES ET DES CONGÉS

Une formation continue est assurée tout au long de l'année pour les gestionnaires du module absences de PeopleSoft dans les services.

L'unité a poursuivi le déploiement du programme « *Bien-être au travail et gestion des absences* » (BEST) réalisé à raison de deux directions par année, en vue d'une mise en œuvre complète d'ici fin 2019. En 2018, la mise en œuvre est intervenue dans les directions Sports et cohésion sociale (SCS), ainsi que Finances et mobilité (FIM), avec 14 formations de base pour 130 participant-e-s, 20 formations de retour d'expérience pour 125 participantes, dont 7 pour des chef-fe-s de service, et 12 séances d'information. Au total, 105 entretiens BEST ont été conduits en 2018 par les supérieur-e-s de ces services. S'y ajoutent deux formations de base pour 28 nouveaux cadres réalisées dans le cadre de la réorganisation à la Direction des services industriels (Ariane). La préparation de la mise en œuvre en janvier 2019 pour la Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA) a nécessité l'organisation de huit formations de base pour un total de 76 cadres et trois séances d'information au personnel. Des indicateurs permettant d'observer chaque mois l'évolution des absences des services ont permis de détecter 430 cas d'absence de courte durée répétée qui ont entraîné des entretiens BEST (pour 30 services).

La spécialiste en mobilité & carrières a accompagné 89 employé-e-s dans leur projet d'évolution professionnelle (réorientation, précision d'un projet professionnel, apprentissage de techniques de recherche d'emploi, amplification de la confiance en soi, meilleure connaissance de soi et de ses compétences). La durée moyenne du suivi est d'environ 7-8 mois, dans un processus qui n'est pas nécessairement actif en continu. Répartis dans les sept directions, 27 services ont bénéficié de cette possibilité d'accompagnement.

DROIT DU PERSONNEL ET PROCÉDURES (DPP)

Unité juridique

Les juristes ont traité 97 fins de rapports de travail litigieux, dont 79 finalisés, aboutissant soit à un licenciement ou soit à une convention de départ. La commission paritaire a été saisie trois fois. L'unité a également été amenée à réviser 45 instructions administratives (IA-RPAC) et a répondu à près de 1'100 sollicitations juridiques émanant des différents services

de la Ville (droit du travail, tant public que privé, droit administratif, protection des données, droit des obligations, etc.), dont plus d'une centaine concernent des situations visant à recadrer les relations de travail (mises en demeure, avertissements, etc.) généralement en présence d'avocats ou de représentants des syndicats. Elle a également effectué 6 avis de droit étayés.

Désormais en charge du traitement des recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, l'Unité juridique en a traité 14 au cours de cette première année.

Elle a également participé à plusieurs groupes de travail traitant notamment de sécurité informatique, de la réglementation des apprentis, de la question des dépendances ainsi que du traitement des absences en cas de mesures de réinsertion mises en place par l'USST ou la spécialiste en mobilité et carrières.

Cellule de gestion du contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération

Composée d'une avocate, de deux juristes spécialistes, d'une spécialiste évaluation des fonctions et d'une secrétaire juridique, la cellule de contentieux du système de rémunération (CCSR) a débuté ses activités le 1^{er} juin 2018. Afin de garantir l'égalité de traitement et la cohérence transversale Ville, la CCSR a conclu 28 conventions, avec des titulaires qui avaient contesté leur décision de classification, ou avec des titulaires de postes comparables à ceux de recourants ayant obtenu le repositionnement à la hausse de leur poste.

Au 31 décembre 2018, sur les 371 dossiers transmis par la Commission de recours individuel (CRI) à la CCSR, 343 ont été traités et 28 étaient en cours d'examen (voir tableau ci-dessous).

Décision de classification / avenant validés par la CRI	217
- dont recours rejetés	210
- dont recours déclarés irrecevables	7
Décision de classification / avenant modifiés par la CRI	34
- dont recours admis	14
- dont conventions conclues/en cours dans le cadre de recours	20
Dossiers en cours de traitement	120
Nb de dossiers en cours de traitement par la CCSR	28
Nb de dossiers en attente d'une décision de la CRI	92
Total	371
Nb de dossiers archivés par la CRI	173
Nb de dossiers pendants auprès du Tribunal cantonal	12

QUALITÉ, ADMINISTRATION DU PERSONNEL & SIRH (QUASYS)

Administration et fixation des salaires (APFS)

La Ville emploie 5'589 salarié-e-s fixes et une moyenne de 700 auxiliaires. Le nombre de demandes en matière de gestion du personnel est resté stable en 2018, avec un total de 22'101 transactions.

Un support permanent au réseau RH est assuré pour tous les types de transactions administratives, ainsi que dans le domaine de la fixation de salaire initial (FSI). Quelques chiffres concernant la gestion administrative du personnel :

Types de demandes	Salarié-e-s fixes	Salarié-e-s auxiliaires	Totaux
Fixation de salaire initial	890	120	1'010
Embauches	461	1'427	1'888
Changement de taux	467	117	584
Transferts (<i>volontaires ou selon réorg. internes services</i>)	732	221	953
Fin d'emploi	482	1'449	1'931

Par ailleurs, l'année 2018 a vu la mise en œuvre du projet de dématérialisation des quelque 5'600 dossiers physiques du personnel fixe de la Ville. L'atelier de numérisation de masse des dossiers a débuté le 1^{er} novembre 2018, avec le concours de trois auxiliaires. A ce jour, 759 dossiers ont été numérisés, ce qui représente une moyenne de 20.5 dossiers numérisés par jour. Ce projet devrait aboutir au 1^{er} novembre 2020.

Qualité et SIRH

La mise en œuvre d'un menu dans le SIRH permettant de décentraliser la saisie des informations lors de la fixation du salaire initial (FSI), dans le cadre du processus de recrutement, permet aux RRH de préparer des demandes FSI directement dans PeopleSoft et d'obtenir un processus de validations via un flux informatisé.

D'autre part, 57 évolutions fonctionnelles PeopleSoft (développements et améliorations) ont été implémentées dans le SIRH, ce qui a induit quelque 400 demandes de soutien.

La gestion des postes et des effectifs dans PeopleSoft a demandé un total de 3'289 mutations basée sur 127 décisions municipales, ainsi que 207 notes au SPEL.

L'année 2018 a également été marquée par des réorganisations dans des services, nécessitant à chaque fois un nouveau plan des postes dans PeopleSoft. Notamment, la réorganisation de la Direction des services industriels, pour un total de

presque 600 postes et avec un nouvel organigramme, a impliqué des modifications importantes dans les postes, la modification des comptes PeopleSoft et de la sécurité des accès pour tout le personnel. Ainsi pour l'ensemble de la Ville, plus de 3'280 postes ont été revus et mis à jour en coordination avec les services impactés. Ces redéploiements dans le SIRH ont représenté plus de 6'500 saisies et plus de 1'400 révisions d'accès à la sécurité dans PeopleSoft, ainsi qu'un suivi prioritaire des résultats. Des tests de maintenance majeure ont donc été menés durant le mois d'octobre 2018 pour évaluer les nouveautés et les impacts de la mise à jour prévue. Cet exercice a représenté 122 jours/h, répartis entre le SPEL et le SOI, pour configurer et tester la mise à jour proposée par le fournisseur Oracle.

5'420 utilisateurs/trices de la Ville ont bénéficié du support à l'utilisation de PeopleSoft, via la boîte mail « PeopleSoft Support ». Quelque 80 utilisateurs/trices ayant accès à des modules protégés (rôles-métier PeopleSoft) ont été invités à des séances de formation assurées par QUASYS, pour un total de 50 heures de formation. Pour sa part, le support téléphonique aux RH et bénéficiaires de rôles-métier avoisine les 150 heures ainsi que près de 500 courriels. Par ailleurs, 122 statistiques et rapports sur le personnel ont été transmis aux services demandeurs.

Dans le cadre des projets d'améliorations et de simplification des processus RH, et sur la base d'un état des lieux transmis à la Municipalité, une nouvelle typologie pour le personnel auxiliaire a été mise en œuvre en novembre 2018 et incluse dans les données PeopleSoft, avec l'objectif d'améliorer le pilotage des données relatives à cette catégorie de personnel.

Plusieurs études de faisabilité ont également été menées en vue de la dématérialisation des formules administratives et des processus de gestion RH.

SERVICE DES ROUTES ET DE LA MOBILITÉ (RM)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Direction

- pilotage du service
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail
- pilotage et coordination
- gestion du système qualité
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets
- gestion du budget annuel de fonctionnement
- gestion de la communication
- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les Autorités politiques
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine
- gestion des ressources humaines : recrutement et accompagnement des collaborateurs/trices, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits
- gestion de l'informatique du service

Mobilité

- planification de la mobilité urbaine
- production de l'observatoire de la mobilité
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public ; gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usagers et riverains et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télécirculation, des horodateurs, des bornes escamotables et des compteurs de trafic permanents ; assurer le suivi et le développement de ces équipements, ainsi que de leurs centrales de surveillance

Espaces publics

- conception et gestion des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue
- promotion de la mobilité douce (piétons et vélos)
- analyse des projets de construction privés soumis par le Bureau des permis de construire ; vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions
- construction et maintenance
- gestion et maintien du patrimoine des infrastructures routières et portuaires, suivi technique des projets d'aménagement et d'entretien de la voirie dans la phase de conception du projet
- direction générale ou locale des travaux de génie civil
- entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation)

Ateliers et magasins

- support logistique aux autres services de la Ville et prestations artisanales (ateliers de mécanique et de carrosserie, ateliers de signalisation verticale, de serrurerie, de marquage routier, de menuiserie, de signalétique, etc.)
- entretien de l'ensemble des poids lourds de la Ville (plus de 600 unités), à l'exception de ceux des pompiers, soit environ septante véhicules, ainsi que des machines et des agrégats (compresseurs, débroussailleuses, mono axes, etc.)
- entretien des installations mécaniques sur le domaine public
- mise à disposition de matériel lié aux manifestations
- prestations de logistique (tout type de transport, etc.)
- pilotage du service hivernal
- gestion de l'occupation du domaine public et des permis de fouille
- surveillance de la bien-facture des travaux privés exécutés sur le domaine public

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (R&M)	2.30	2.50	2.60	2.00
Aménagements urbains (R&M)	12.70	11.60	11.70	10.50
Cellule RH (R&M)	2.60	2.50	2.60	2.70
Coordination de projets majeurs			2.00	2.00
Direction (R&M)	8.00	6.50	8.50	7.50
Espaces publics (R&M)			1.00	0.80
Exploitation (R&M)	6.00	6.00	6.00	5.90
Génie civil (R&M)	11.00	11.00	11.00	11.00
Infrastructures routières (R&M)	8.00	7.00	8.00	6.00
Mobilité (R&M)	8.90	7.90	9.90	9.80
Office signalétique urb. (R&M)	2.00	2.00	2.00	2.00
Pilotage & Coordination	10.70	10.40	10.70	10.70
Police des constructions (R&M)	1.00	1.00	1.00	1.00
Section «ouvrages d'art»	4.00	4.00	4.00	4.00
Surveillance dom. public (R&M)	6.50	7.50	6.50	6.50
Unité garage (R&M)	17.00	17.00	17.00	17.00
Unité services généraux (R&M)	9.50	9.80	9.50	9.50
Unité signalisation (R&M)	29.50	29.50	29.50	29.40
Unité transports (R&M)	27.00	26.70	27.00	26.70
Unité travaux (R&M)	32.00	28.00	29.00	24.00
Total service	198.70	190.90	199.50	189.00

Outre les postes qualifiés toujours difficiles à pourvoir au sein du service, une réorganisation de l'Unité Travaux a été entreprise et accompagnée du gel de certains postes le temps de redéfinir les missions, objectifs et profils découlant.

Surveillance du domaine public, 31.12.2017 : sur-occupation temporaire en décembre d'un poste de surveillant du domaine public dans le cadre d'un recrutement (période de recouvrement un mois avant départ titulaire).

Unité services généraux, 31.12.2017 : sur-occupation temporaire en décembre de 0.3 poste d'assistante administrative dans le cadre d'un recrutement (période de recouvrement un mois avant baisse de taux d'activité du titulaire).

Tableau 1.2.- variation de postes

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018
Unité administrative	
Total service	+ 0.80

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n	ept	n	ept
Administration (R&M)	3	1.90	3	2.00
Aménagements urbains (R&M)	13	11.60	12	10.50
Cellule RH (R&M)	4	2.50	4	2.70
Coordination de projets majeurs			2	2.00
Direction (R&M)	8	7.10	8	7.50
Espaces publics (R&M)			1	0.80
Exploitation (R&M)	6	6.00	6	5.90
Génie civil (R&M)	11	11.00	11	11.00

Infrastructures routières (R&M)	7	7.00	6	6.00
Mobilité (R&M)	8	7.90	10	9.80
Office signalétique urb. (R&M)	2	2.00	2	2.00
Pilotage & Coordination	11	10.40	11	10.70
Police des constructions (R&M)	1	1.00	1	1.00
Section «ouvrages d'art»	4	4.00	4	4.00
Surveillance dom. public (R&M)	8	7.50	7	6.50
Unité garage (R&M)	17	17.00	17	17.00
Unité services généraux (R&M)	12	10.00	12	9.70
Unité signalisation (R&M)	30	29.50	30	29.40
Unité transports (R&M)	27	26.70	27	26.70
Unité travaux (R&M)	28	28.00	24	24.00
Total service	200	191.10	198	189.20

Unité service généraux : écart de 0.2 des ept affectés expliqué par un poste spécial Pro Infirmis non compté au plan des postes.

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

	31 décembre 2017	31 décembre 2018
	n	n
Unité administrative		
Administration (R&M)	1	1
Génie civil (R&M)	2	1
Pilotage & Coordination		1
Ressources & Budget	1	1
Unité Garage (R&M)	1	2
Unité transports (R&M)	3	1
Unité travaux (R&M)	2	2
Total service	10	9

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	17	14
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	0	0
Total service	17	14

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	2
Décès	1
Démission	6
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppr. de poste	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	
Licenciement invalidité totale	
Total service	17

Une des 6 démissions est celle du titulaire du poste Pro Infirmis au 31.12.2018

DIRECTION

Le poste de chef de la Division des espaces publics a été repourvu et le secrétariat rattaché à l'Unité administration et rédaction pour intégrer la Division pilotage et coordination. Enfin, une nouvelle unité dédiée spécifiquement aux enjeux stratégiques portés par la direction sur les projets majeurs d'infrastructures de transports publics (tram, métros et gare) a été créée, qui répond directement au chef de service.

Conformément au Programme de législature 2016–2021, le service a déployé la politique de mobilité et des espaces publics définie par la Municipalité en favorisant notamment la mobilité douce et les transports publics. Ainsi l'année 2018 a été marquée par les éléments suivants :

- adoption par le Conseil communal du préavis N° 2018/11 « Rues vivantes » ;
- validation de mesures accompagnant les nouvelles règles de stationnement en ville de Lausanne ;

- assainissement de l'ouvrage du pont Sévelin ;
- bilan intermédiaire encourageant du test du 30 km/h de nuit ;
- campagne de communication « Mobile en Ville » ;
- inauguration d'un maillon de la voie verte à la tranchée du Languedoc ;
- obtention du permis de construire de la nouvelle ligne de transports publics 24, dite « Olympique » ;
- organisation de la semaine de la mobilité.

PILOTAGE ET COORDINATION

Finances

Le service a réalisé ou piloté les démarches relatives à l'obtention de cofinancement de plusieurs projets. Ainsi le décompte final de la subvention relative à l'aménagement du réseau tl 08 a été transmis à l'Office fédéral des transports (OFT) ; ce projet, dont la réalisation a débuté en 2006, comprend l'aménagement de la place de la Sallaz, la réalisation de la route de contournement ainsi que l'aménagement des arrêts du m2, et bénéficie d'une subvention fédérale plafonnée à CHF 13'437'000.-. Par ailleurs le projet de réaménagement du pont Chauderon a également bénéficié d'une subvention cantonale dont le solde a été libéré cette année, atteignant le montant de CHF 1'358'000.-. Dans le cadre du projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM), l'Office fédéral du développement territorial (ARE) a accepté d'incorporer des mesures complémentaires qui bénéficieront d'une subvention fédérale plafonnée à CHF 660'000.-.

La procédure de bouclage des comptes 2017 a permis de clôturer cinq crédits d'investissements, permettant ainsi de réduire début 2018 à 25 le nombre de crédits d'investissements à piloter.

Communication

L'année 2018 a été marquée par de nombreux rendez-vous qui ont touché l'ensemble des missions assurées par le service. Outre les nombreuses sollicitations politiques et médiatiques, six séances publiques / ateliers / conférences de presse, cinq inaugurations, de nombreux événements, publications médias, internet, intranet et réseaux sociaux, et autres supports de communication ont été réalisés.

L'accompagnement des chantiers s'est poursuivi. Plusieurs chantiers d'importance et sensibles, comme l'avenue Alexandre-Vinet, le pont Sévelin, l'avenue du Mont-d'Or, les avenues Louis-Ruchonnet et de la Gare, ont bénéficié des outils et supports de communication du service, notamment en lien avec les enjeux des commerces en ville, d'accessibilité et de visibilité.

La campagne de communication grand public et crossmédia « Mobile en ville » a permis de valoriser les réalisations pour les piétons et les cyclistes afin de faire ressortir ses bienfaits (efficacité, santé, vivre ensemble).

Le thème du stationnement a été traité en profondeur sur tous types de supports et a nécessité une forte présence auprès des médias, en accompagnement de la politique du stationnement.

Plusieurs événements ont rythmé l'année, comme l'inauguration de la tranchée du Languedoc ou de l'avenue Alexandre-Vinet, la balade des pavés ou la semaine de la mobilité.

La cellule de communication a accompagné des projets à forts enjeux, comme le test du 30 km/h de nuit, les cellules de projet Axes forts ou la mise en souterrain du LEB, en collaboration avec l'Etat de Vaud et les tl.

28 campagnes d'analyse du trafic ont été effectuées, en grande majorité en vue d'accompagner des projets de modération ou de valider des mesures déployées. Un projet étudiant, accompagné par le service, a nécessité 15 jours de mesures de trafic afin de quantifier l'impact des feux de circulation sur le bruit nocturne.

Administration

Le service a rédigé 167 décisions municipales et répondu à 703 courriers portant sur des plaintes et des requêtes :

41	Direction et Coordination (sujets divers)
274	Construction & Maintenance (chantiers, dégradation du domaine public, affaissements, garde-corps, etc.)
252	Espaces publics (aménagement du domaine public, zones modérées, vélos, piétons, signalisation, etc.)
111	Mobilité (gestion de la circulation, régulation du trafic et signalisation lumineuse, stationnement, etc.)
19	Office de signalétique urbaine (affichage, campagnes politiques et votations)
6	Ateliers et magasins de la Ville (déneigement, service hivernal, chaussées, trottoirs, installations mécaniques, etc.)

Le support administratif nécessaire à la délivrance des autorisations pour l'affichage culturel et les banderoles au bénéfice des manifestations a été assuré en collaboration avec l'Office de la signalétique urbaine (OSU).

Office de signalétique urbaine (OSU)

- Mise en place de la nouvelle convention d'affichage, effective au 1^{er} janvier 2018, pour une durée de huit ans. Application de la norme VSS_640 241 entraînant la suppression d'une centaine de panneaux d'affichage placés trop près des passages piétons non régulés (moins de 20 m) et orientés trafic routier ;
- préparation de la mise en place d'un nouveau réseau d'affichage politique ;
- forte implication dans la mise en place de la nouvelle identité de la Ville en collaboration avec le Bureau de la communication et l'agence Base Design (conceptrice du nouveau logo) ;

- participation à l'élaboration des diverses chartes graphiques, avec début de la mise en place de la nouvelle charte des bâtiments administratifs, entraînant des mises à jour de la signalétique de ces derniers. Pour exemples : Port-Franc 18 (ECO + réception Cadastre); Port-Franc 22 (Service du travail); Escaliers du Marché 2 (Certificats de vie); Chauderon 7 (Service du logement, Direction des sports et de la cohésion sociale);
- dénomination de cinq rues du futur écoquartier des Plaines-du-Loup, dont quatre célébrent le souvenir et l'importante contribution à la vie de la cité de personnalités féminines ;
- pose de 55 plaques de rues en remplacement de plaques usagées ou en complément, afin de faciliter l'orientation des usagers ;
- création d'une plaque commémorative honorant Elvire et Philippe Braunschweig, mécènes du monde de la danse, inaugurée le 16 novembre 2018 et dont la mise en place définitive est prévue une fois la restauration du palais de Beaulieu achevée ;
- délivrance de quelque 70 autorisations de panneaux de chantier et de location ;
- mise en place d'une vitrine d'information à la placette Pré-du-Marché, à la demande du Collectif Vinet-Beaulieu ;
- affichage commercial – Recours de Clear Channel contre la décision de la Municipalité d'accorder des supports d'affichage numérique au Flon. Le 12 octobre 2018, le Tribunal cantonal a rendu son arrêt, favorable à la Ville, en admettant le refus d'autoriser l'implantation de bornes numériques dans le quartier du Flon. Les recourants ont porté la cause auprès du Tribunal fédéral, qui n'a pas encore rendu sa décision ;
- affichage sauvage – sept dénonciations ont été traitées en 2018 (suivi administratif et juridique de la dénonciation).

Ressources humaines

La cellule RH a participé activement à plusieurs réorganisations internes liées aux départs de collaborateurs ou à des changements de fonctions, notamment suite à la réorganisation de l'administration, à la création d'une cellule « Grands projets » et à la réorganisation amorcée de l'Unité travaux.

Informatique

L'équipe informatique a réalisé un important travail d'évolution technologique et de mise en conformité :

- le guichet cartographique comprend une nouvelle base de données liée à la mobilité douce, qui intègre les informations concernant les bancs sur le domaine public ; les données du marquage routier sont maintenant intégrées dans le Système d'information géographique du service (SIG) ; le projet de traitement et d'analyse des données relatives à la taxe RETE (règlement communal sur l'évacuation et le traitement des eaux) est terminé ;
- cinq nouvelles applications métiers reposent dorénavant sur une infrastructure libre et gratuite permettant une économie à moyen terme ; les projets liés à l'amélioration de la sécurité, l'authentification de nos applications métiers et l'évolution technologique en vue du projet Orasi (projet de renouvellement du parc informatique) ont tous été réalisés en 2018 ;
- les solutions logicielles de gestion de notre station essence bénéficient de nouvelles fonctionnalités ;
- l'abandon de la téléphonie analogique par l'opérateur Swisscom a impliqué la modification des installations utilisant cette technologie (alarmes, ascenseurs, télécopieurs, lignes ISDN) ;
- la mise en place d'un nouveau processus de gestion documentaire comportant une solution automatisée pour notre Unité travaux ; mise en place de la structure nécessaire pour délivrer des bulletins officiels de « poids et mesures » mis à la disposition du Corps de la police lausannoise.

Le portail des prestations de la Ville à l'intention des services de l'administration a proposé plus de 10'000 prestations.

Une place d'apprentissage en géo-informatique a été créée et un premier apprenti engagé.

MOBILITÉ

L'année 2018 a vu l'implication de la Division dans de nombreux projets stratégiques tels que le suivi du volet mobilité dans la finalisation de la révision du Plan directeur communal (PDcom), la planification des objectifs d'accessibilité autour de la future place de la Gare, l'élaboration du schéma directeur des Prés-de-Vidy ou l'accompagnement du projet pilote du 30 km/h de nuit sur les axes Beaulieu et Vinet.

La planification a porté notamment sur le suivi de la politique de stationnement au sud de la ville, le suivi des procédures dans le but de mettre en place la nouvelle application pour le paiement des taxes de stationnement (paiement par smartphone), et la participation aux enquêtes et à l'analyse des différentes mesures qui permettront de valoriser les données récoltées et d'alimenter la future édition de l'Observatoire de la mobilité (enquêtes de stationnement, flux piétons, etc.).

Stationnement

Faisant suite à l'adaptation des horaires de stationnement au centre-ville en 2017, les horaires de stationnement du secteur d'Ouchy – Bellerive, zone hautement touristique et fréquentée autant durant les jours ouvrables que les jours fériés, ont été harmonisés (payants tous les jours (7/7) de 8 heures à 20 heures).

Fait également marquant, le service a lancé, en collaboration avec le Service d'urbanisme, une vaste procédure de recensement du stationnement privé sur l'ensemble du territoire urbain de la commune. Cette donnée sera très utile pour étayer et consolider l'évolution de la politique du stationnement afin de répondre aux enjeux à venir explicités dans le cadre de la révision du PDcom ou du Plan général d'affectation (PGA).

Nombre de places de stationnement sur le domaine public :

	2005	2010	2017	2018
Payantes sur voirie	1'892	3'961	3'739	3'705
Payantes en parking-relais (P+R)	1'365	2'591	2'328	2'441
Payantes en parking longue durée (PLD)	1'079	2'639	2'772	2'684
Gratuites limitées (régies par disque)	11'093	13'317	12'708	12'658
Gratuites illimitées	3'325	3	0	0
Total net	18'754	22'511	21'547	21'488

Quatre sites stratégiques d'implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques ont été identifiés sur le domaine public et les règles régissant la durée et la tarification du stationnement et de la consommation d'électricité sont en cours de finalisation. Leur installation et leur mise en service interviendront durant le premier semestre 2019. Le parc d'horodateurs (334 machines) a nécessité 2'513 interventions. Le service de piquet est intervenu à 65 reprises pour l'ensemble du parc maintenu, en baisse par rapport à la moyenne d'environ 90 interventions annuelles.

L'éclairage du parking-relais de Vennes a été entièrement rénové avec le remplacement des anciens tubes néon par une technologie à LED. Ce projet a bénéficié de la prime « Equiwatt », subventionnant la rénovation d'installations performantes diminuant la consommation d'énergie.

Coordination des chantiers

Des chantiers d'envergure, en termes d'impacts sur la mobilité (pont Sévelin, tunnel du LEB, pont Jurigoz, avenues de la Gare, Collonges, Louis-Ruchonnet et Alexandre-Vinet), ont nécessité des études circonstanciées et un suivi minutieux.

Suite à l'abandon du logiciel SISOL, qui a servi de base à la coordination des chantiers depuis les années 90, prévu pour la fin de l'année 2018, un nouvel outil a été développé en étroite collaboration avec le Service du cadastre (LEA), en recourant exclusivement à des ressources internes. Cette solution, baptisée GO-chantiers, est pleinement intégrée au logiciel Goéland. Les phases de développement et de test menées tout au long de l'année 2018 ont permis d'obtenir une solution fonctionnelle répondant aux besoins des utilisateurs. Ainsi, les sessions de formations sur ce nouvel outil ont eu lieu en décembre 2018 et la mise en service en janvier 2019.

Gestion du trafic

L'année 2018 a été marquée par le renouvellement de passages piétons sur les avenues d'Echallens (trémie LEB), du Léman-Bonne-Espérance, de Montchoisi (collège), de l'Elysée (collège) et d'Oron (Foyer), les trois derniers bénéficiant désormais de la prolongation de la phase verte piétons en cas de détection de présence. Le carrefour Ruchonnet - Mornex a également été rénové. Dans le cadre du réaménagement de l'avenue Alexandre Vinet, des mesures ont été prises sur le carrefour Beaulieu-Jomini afin de prendre en compte les mouvements cyclistes.

Actuellement, le 93.6% des sources lumineuses des feux est en technologie LED. A signaler que le carrefour Ruchonnet - Mornex a été renouvelé avec une nouvelle technique entièrement en basse tension, abaissant la consommation à 1.8 Watt par source lumineuse.

La mise en service de la nouvelle centrale de télé-circulation permet dorénavant d'inclure progressivement le masquage des fenêtres d'immeubles dans les images de caméras du trafic. Une première caméra de nouvelle génération a ainsi été mise en service à la place de la Sallaz, avec notamment l'accompagnement de la Préposée cantonale à la protection des données.

ESPACES PUBLICS

La Division des espaces publics poursuit le pilotage de ses instances, telles que le Bureau des espaces publics (BEP), la Commission de mobilité (CoMob) ou la Commission technique (CoTech), ainsi que celui des organes de concertation intégrant les acteurs institutionnels et associatifs de la mobilité douce, par le biais du Groupe d'accessibilité piétonne (GAP) et du Groupe deux-roues légers (GDRL).

En termes de ressources humaines, l'année 2018 a également vu la nomination d'un nouveau chef de division, ainsi que la création de deux nouveaux postes : un poste de gestionnaire des espaces publics, en charge des projets opérationnels, et un poste de cheffe de projets stratégiques, pilotant des projets d'espaces publics de grande ampleur.

L'adoption par le Conseil communal du préavis N° 2018/11 « Rues vivantes » a permis de réaliser plusieurs mesures de sécurisation des cheminements écoliers autour de cinq établissements scolaires et de financer une campagne de stationnement vélos, répondant ainsi à de nombreuses demandes de citoyens. Au niveau du centre-ville, un mandat a été octroyé pour le diagnostic des espaces publics, dont les résultats seront rendus publics à l'automne 2019. Une nouvelle identité visuelle a été développée en prévision de la réalisation des futures zones de rencontre ainsi qu'un prototype d'aménagement 1:1 pour évaluer les éléments tels que matérialité, mobilier urbain, signalisation, etc. Une vingtaine de bancs-relais ont été installés sur le territoire lausannois et le service s'est doté d'une gamme de bancs-relais harmonisée qui sera déployée progressivement.

L'année a également été marquée par l'adoption par le Conseil communal du préavis N° 2017/54 « Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM 2012 - Mobilité douce », permettant de poursuivre l'étude de divers ouvrages, dont la réalisation s'étendra entre 2019 et 2022.

Les efforts en faveur de la mobilité douce se sont poursuivis. Le réseau cyclable s'est enrichi de 4.5 km et des bandes cyclables ont été aménagées sur les avenues de la Gare et Ruchonnet, continuant ainsi l'équipement progressif des axes de la petite ceinture lausannoise. La Tranchée du Languedoc, maillon essentiel de la future voie verte d'agglomération, a été inaugurée en 2018. Le travail d'assainissement des passages piétons a été poursuivi, avec l'amélioration de la sécurité de 14 d'entre eux et la création de trois nouvelles traversées. A fin 2018, seuls 7% des 702 passages piétons non régulés sur le territoire communal sont jugés insatisfaisants, contre 48% jugés excellents.

Six nouvelles zones modérées ont été créées en 2018, les zones 30 du Mont-d'Or, du Bois-de-Vaux, de Fauvettes-Rovéréaz et de Tissot, et les zones de rencontre de Sébeillon et d'Entre-Bois.

La requalification de l'avenue Alexandre-Vinet s'est terminée en 2018. Ce projet, coordonné avec le test du 30km/h de nuit sur les avenues de Beaulieu et Alexandre-Vinet, visait à améliorer le confort et la sécurité des piétons et des cyclistes. La pose d'un revêtement phono-absorbant et le resserrement optique de la chaussée ont permis de diminuer les impacts du bruit routier et d'apaiser les vitesses sur l'avenue, de renforcer l'arborisation, et de créer des placettes accueillant une nouvelle gamme de mobilier adapté aux besoins des aînés et des personnes à mobilité réduite (PMR). Enfin, le rehaussement des quais de bus facilite l'accès des personnes handicapées : l'avenue Alexandre-Vinet est le premier site équipé de nouveaux arrêts de bus répondant aux prescriptions de la LHand.

Le Bureau des permis de construire du Service d'urbanisme a transmis pour analyse quelque 930 dossiers de demandes de permis de construire ou d'autorisations relatifs à des projets de construction, transformation ou rénovation sur fonds privés.

Concernant la signalisation, environ 90 prescriptions de trafic routier ont fait l'objet d'une publication, et trois projets ont été soumis à l'enquête publique selon la LRou, art. 13 al. 2, dont le projet de nouvelle ligne de bus 24, dite « olympique » qui a été remis à l'enquête. La mise en place d'une collaboration étroite avec l'Association vaudoise pour la construction adaptée aux personnes handicapées (AVACAH) a permis d'assurer la compatibilité des nouveaux équipements avec les prescriptions en matière d'accessibilité universelle.

Plusieurs marches exploratoires ont été menées dans le cadre de différentes études de quartier, dont une balade exploratoire menée dans les quartiers de Tour-Grise et Montelly qui a permis de proposer à la population un plan d'actions répondant à de multiples demandes. Ces actions seront déployées graduellement, dès le printemps 2019.

La Division des espaces publics a organisé la première marche exploratoire de Suisse romande destinée à un public féminin, dans le cadre de la semaine de la mobilité, en vue d'améliorer les aménagements du centre-ville.

Le service a piloté une étude sociologique d'analyse des usages sur la place de la Sallaz. La méthodologie, alliant comptages, questionnaires en ligne, observations et enquêtes sur le terrain, a permis d'évaluer l'appropriation de la place par ses habitants un an après son inauguration. Elle a notamment mis en évidence l'existence de sous-espaces aux ambiances et usages diversifiés et appréciés, des points de conflits entre piétons et bus, ainsi que les attentes d'usages complémentaires, notamment pour les jeunes enfants.

La Division a poursuivi sa collaboration sur les projets stratégiques lausannois en accompagnant notamment les études préliminaires du projet urbanistique de Riponne-Tunnel ainsi que l'optimisation du projet d'aménagement de la place et du concours pour les espaces publics sous-gare (Pôle Gare).

La Division a également participé à l'examen du concept d'ensemble de la pièce urbaine E du Plan partiel d'affectation (PPA) de l'Ecoquartier des Plaines-du-Loup étape 1, et formulé des remarques sur la Procédure d'approbation des plans (PAP) complémentaire Gare CFF ainsi que sur les projets OFROU des jonctions autoroutières de Malley et de la Blécherette soumis à l'enquête publique.

CONSTRUCTION ET MAINTENANCE

Un nombre considérable de réalisations en faveur du développement et de la sécurisation de la mobilité douce ont vu le jour.

Le programme de sécurisation des traversées de chaussée (Bois-de-Vaux, Entre-Bois, Barre, Mont-d'Or) ainsi que le développement des trottoirs (Petit-Flon – qui a nécessité la réalisation d'une passerelle –, . Fauvette, Rovéréaz) a poursuivi son évolution.

Les cyclistes ont vu la mise en service du cheminement de mobilité douce du Languedoc (voie verte d'agglomération entre Prilly et Pully - projet du PALM), ainsi que de multiples réalisations permettant de faciliter et d'améliorer la sécurité sur des itinéraires cyclables (rue Caroline, avenues Tissot, Alexandre-Vinet, Ruchonnet et Gare, etc.).

Des chantiers d'envergure tels que les travaux de réfection du pont de Sévelin ainsi que les travaux de renouvellement et requalification des avenues Alexandre-Vinet, Gare et Ruchonnet (évoquées ci-dessus) ont eu un impact particulièrement important sur la mobilité au centre-ville. Ces interventions ont fait l'objet d'une attention particulière en termes de coordination avec les autres chantiers prévus sur le sol lausannois. Citons en particulier l'interruption de l'exploitation du LEB impliquant la circulation de nombreux bus de substitution ainsi que la fermeture de l'avenue d'Echallens.

D'autres travaux de renouvellement des conduites et d'entretien routier ont été exécutés à Tissot et Mont-d'Or (évoqués plus haut), au chemin de Renens, ainsi qu'à la route du Pavement – dont la fin du chantier est prévue dans le courant de l'été 2019.

Les travaux d'équipement et de mise à disposition des pistes de chantier du « PPA1 » de Métamorphose sont à bout touchant (mise en exploitation prévue au début du printemps 2019). Un effort de coordination important a permis de réutiliser les terres de Biopôle et d'éviter, d'une part, le financement de l'évacuation de matériaux stockés dans le cadre des travaux du m2 et, d'autre part, l'achat des matériaux utiles pour assurer le reprofilage des nouveaux axes routiers.

Les travaux d'entretien et de renouvellement des revêtements des chaussées et trottoirs ont permis de traiter plus de 40'000 m² de chaussées et 9'000 m² de trottoirs. En plus des secteurs déjà évoqués ci-dessus, les interventions ont concerné la route de Berne (entre Fourmi et la jonction autoroutière) et la route du Jorat. Plus de 2'700 m² de réfections ponctuelles ainsi qu'une vingtaine d'arrêts tl ont également été réalisés ou refaits.

L'Unité travaux est intervenue localement à de nombreuses reprises pour sécuriser le domaine public. Suite aux intempéries exceptionnelles du moins de juin, un vaste programme de réfection des zones pavées a été nécessaire (rue de la Madeleine, rue de Bourg). L'expertise de l'Unité travaux dans le domaine du pavage a également été mise à contribution dans le cadre des aménagements des chantiers de Vinet et de Bois-de-Vaux. La grande disponibilité offerte par l'emploi de ressources internes a permis de procéder à la réalisation des éléments de modération du trafic à Fauvette et Rovéréaz, en réduisant au minimum les perturbations sur l'accessibilité locale. Enfin, une étape supplémentaire de reconstruction du mur du quai de Belgique a été effectuée.

Le programme de restauration des fontaines gérées par le service a été poursuivi (plus de 95% des fontaines RM opérationnelles) et l'ensemble des interventions de sécurisation prévues réalisé.

ATELIERS ET MAGASINS DE LA VILLE (AMV)

Unité Services généraux (USG)

Le déploiement de l'application AS-TECH (gestion intégrale du parc véhicules et machines au niveau de l'entier de la Ville) a conduit à de nombreuses séances de travail auxquelles ont participé le SALV, le fournisseur du programme et bien entendu l'Unité garage. Compte tenu de l'importance du garage des AMV et des contraintes liées notamment à la gestion du stock de pièces détachées et de la station-service, ainsi que la facturation aux services clients des AMV, il a été décidé de reporter la mise en production d'AS-TECH au 1^{er} janvier 2019.

L'application de gestion des refuges a permis à 48% des locataires de payer par carte de crédit. En termes de locations, aussi bien le petit que le grand refuge de Sauvabelin ont dépassé les 200 locations chacun, affichant un taux de réservation approchant les 100% durant les week-ends sur l'entier de l'année.

L'augmentation de notre stock de matériel a permis à 378 manifestations de bénéficier de prestations de logistique (transports, montage de scènes, etc.) ou de prêt/location de matériel (tables, chaises, char-pont, roulotte WC, drapeaux, etc.). Le nombre d'organisateur ayant fait appel aux AMV a progressé de 46% par rapport à 2014 ; les organisateurs externes ont représenté 80% des demandes.

Unité Garage (UGa)

Chargée de l'entretien de plus de 600 unités (véhicules, machines et agrégats [compresseurs, débroussailleuses, mono axe, etc.]), cette unité a exécuté quelque 2'230 ordres de travail.

Il a été procédé au remplacement d'un lift poids lourds dans la halle de lavage et d'une machine pour monter les pneus poids lourds à l'atelier de mécanique, car âgés tous deux de plus de trente ans et ne répondant plus aux normes de sécurité.

Unité signalisation et marquages (USM)

L'augmentation de stock de matériel de manifestations (tables, tables-bancs, chevalets et racks de transport) a été intégralement réalisée par les ateliers de menuiserie et de serrurerie.

L'atelier de signalétique a confectionné quelque 2'000 panneaux (signaux, flèches, etc.), réalisé l'impression de plus de 3'900 affiches et autocollants, et procédé à la décoration de 25 véhicules (police/pompiers/ambulances). Cet atelier a également produit l'entier des autocollants avec le nouveau logo de la Ville pour le parc de véhicules communaux. Enfin, près de 190 panneaux ont été confectionnés pour les entrées de ville. Le triathlon a également nécessité la réalisation de plus de 500 panneaux spécifiques.

Les peintres en signalisation ont été fortement mobilisés en raison du rafraîchissement complet du marquage au centre-ville ainsi que du balisage de tous les pictogrammes « respect cyclistes/piétons ». Ils ont également été impliqués dans plusieurs chantiers d'importance tels que Ruchonnet, Gare, Léman, pont de Sévelin, Vinet et Jomini. Enfin, quatre nouvelles zones 30 (Tissot, Mont-d'Or, Rovéréaz, Bois-de-Vaux) et une zone de rencontre (impasse de Sébeillon) ont été mises en place conjointement par les équipes de peintres et de serruriers.

Unité transport (UTp)

Outre l'entretien des quelque 16'000 sacs de routes, cette unité a répondu à 5'363 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, franchissant pour la première fois la barre des 5'000, soit une hausse de 13% par rapport à 2017. L'Unité transport a également assuré le pilotage général du service hivernal entre les mois de novembre 2017 et mars 2018. Un épisode neigeux d'une rare intensité s'est produit entre le 1^{er} et le 5 mars 2018, qui a nécessité l'épandage de 488 tonnes de sel, soit environ 42% du total du sel utilisé durant toute la saison hivernale. Le cumul de neige à « En Marin » s'est élevé à 125 centimètres, et 64 interventions ont été nécessaires pour garantir la praticabilité du réseau routier. Enfin, une fraiseuse Rolba, mieux adaptée au fraisage en milieu urbain a remplacé l'Unimog.

L'unité a remplacé un camion multi-bennes ainsi que le camion à bois par le biais des autorisations d'achats.

Groupe de surveillance du domaine public

Dans le cadre de la nouvelle convention avec la Société Générale d’Affichage (SGA), 181 abribus sont devenus propriété de la Ville de Lausanne en 2018. Leur gestion est désormais assurée par le groupe de surveillance du domaine public. Ainsi, par rapport à 2017 où seuls 53 abribus appartenaient à la Ville, le nombre d’interventions (entretien courant et vandalisme) est passé de 18 à 94 en 2018. On relève par ailleurs 55 cas de vandalisme sur l’ensemble des abribus.

L’unité a délivré 2’260 permis d’utilisation du domaine public, ce qui correspond à une baisse d’environ 2.5% par rapport à 2017. Le nombre de chantiers privés est resté stable alors que celui des chantiers publics a baissé d’environ 8%. Les recettes se montent à quelque CHF 1’660’000.- (en hausse de 20%).

On note une baisse du nombre d’entreprises occupant temporairement le domaine public sans autorisation avec 390 (450 en 2017). La facturation des émoluments aux contrevenants (contrôle sur la voie publique, recherche des coordonnées du contrevenant, régularisation administrative) a généré CHF 90’000.- de recettes.

La surveillance des travaux a permis de détecter de nombreuses malfaçons sur les chantiers, et de maintenir la qualité et la valeur du patrimoine routier communal. Les surveillants constatent l’incidence directe de la pression sur les prix du génie civil sur la qualité des réalisations.

Enfin, 433 cas d’accidents et 58 cas de vandalisme ont été traités durant l’année et ont permis d’encaisser CHF 300’000.- auprès de leurs auteurs ou de leurs assurances.

SERVICE DE LA PROPRETÉ URBAINE (PUR)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Direction / secrétariat

- gestion du secrétariat de l’ensemble du service
- gestion de la communication
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.)
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail
- management de la qualité et de l’amélioration continue, ainsi que des aspects environnementaux
- soutien juridique

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines : recrutement et accompagnement des collaborateurs/trices, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits

Délégué à la propreté

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté
- définition des plans d’actions et des mesures correctives
- relation avec les associations de quartier
- communication et sensibilisation
- information et coordination entre les différents services

Centre intercommunal de gestion des déchets

- collecte, gestion et recyclage des déchets

Propreté du domaine public

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier
- entretien et nettoyage des WC publics
- ramassage des déchets, vidage des poubelles, effaçage des incivilités (tags et graffitis), ramassage des feuilles mortes
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voirie publique, cas échéant sanctions

UVTD – Tridel

- valorisation thermique et traitement des déchets

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration PUR	13.10	11.90	12.80	11.80
CID - PUR	123.00	121.00	122.40	119.00
Entretien Secteur Centre - PUR	25.00	25.00	25.00	25.00
Entretien Secteur Est - PUR	28.00	25.00	28.00	26.00
Entretien Secteur Nord - PUR	22.00	22.00	22.00	22.00
Entretien Secteur Ouest - PUR	27.00	26.45	27.00	25.45

Entretien Secteur Sud - PUR	31.00	30.20	31.00	30.20
GPEP - PUR	10.00	10.00	10.00	9.00
Propreté Domaine Public - PUR	3.00	3.00	3.00	2.00
UVTD - TRIDEL - PUR	47.00	47.00	48.00	48.00
Total service	329.10	321.55	329.20	318.45

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018

Unité administrative

Total service	+ 0.10
---------------	--------

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n	ept	n	ept
Administration PUR	14	11.90	14	11.80
CID - PUR	121	121.00	119	119.00
Entretien Secteur Centre - PUR	25	25.00	25	25.00
Entretien Secteur Est - PUR	25	25.00	26	26.00
Entretien Secteur Nord - PUR	22	22.00	22	22.00
Entretien Secteur Ouest - PUR	27	26.45	26	25.45
Entretien Secteur Sud - PUR	34	30.20	34	30.20
GPEP - PUR	10	10.00	9	9.00
Propreté Domaine Public - PUR	4	3.00	3	2.00
UVTD - TRIDEL - PUR	47	47.00	48	48.00
Total service	329	321.55	326	318.45

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n		n	
Administration PUR	1		1	
Total service	1		1	

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	13	9
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	0
Total service	14	9

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	
Convention de départ	1
Décès	
Démission	6
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	
Licenciement juste motif ordinaire	
Licenciement suppr. de poste	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	
Licenciement invalidité totale	
Total service	13

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Créé en 2016, le service achève sa troisième année d'existence, ce qui a permis d'avoir le recul nécessaire pour analyser, repenser et adapter ses structures, son fonctionnement et ses prestations afin de le consolider et de développer les axes d'amélioration continue identifiés.

L'année 2018 a été marquée par l'importante campagne de communication sur la thématique du littering, qui a accompagné l'introduction des amendes d'ordre qui sanctionnent les personnes faisant preuve d'incivilité sur le domaine public, et la rénovation de cinq WC public avec l'intégration d'installations autonettoyantes, comme à la Riponne ou à Saint-

François. Ces rénovations permettent de tester la combinaison de WC gratuits et payants, initiative qui semble recevoir un écho favorable des usagers. L'intégration d'installations autonettoyantes facilite le maintien de la propreté et semble répondre aux attentes légitimes des utilisateurs.

La lutte contre la présence des tags sur l'espace public a été intensifiée, et les propriétaires des bâtiments privés se trouvant dans la zone de stationnement L sont consultés afin d'évaluer leur intérêt à créer un partenariat public/privé visant à confier l'enlèvement des tags sur leurs bâtiments au personnel communal. La signature d'une convention entre un propriétaire et la Ville prévoit l'enlèvement des tags sur son immeuble dans les 72 heures contre le paiement d'un montant forfaitaire annuel en relation avec les surfaces prises en considération.

La Municipalité a confirmé sa politique de développement durable et sa volonté de repenser la motorisation des véhicules communaux en favorisant l'acquisition d'un véhicule de collecte électrique, lequel donne entière satisfaction dans les opérations de ramassage du papier/carton.

Enfin, les certifications ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux) du service ont été confirmées dans le cadre d'un audit intermédiaire qui sera répété d'année en année afin de garantir la qualité des certifications au travers d'un processus d'amélioration continue.

DIRECTION / SECRÉTARIAT

Administration et secrétariat

Le service a répondu à 188 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes relatives aux thématiques ci-dessous (un courrier pouvant traiter plusieurs points).

31	Collecte des déchets
7	Déchèteries et postes fixes
18	Dépôts sauvages
6	Équipement en conteneurs
22	Corbeilles de rue et cendriers
6	Crottes de chiens
4	Entretien du domaine privé
13	Littering
3	Mictions (urines et vomissures)
29	Nettoyage du domaine public
5	Nuisances sonores
4	Service hivernal (déneigement des trottoirs, zones piétonnes, etc.)
6	Tags
23	WC publics
11	Divers

Communication

Une campagne de communication portant sur le thème du littering a été déployée tout au long de l'année par le biais de différents supports afin de sensibiliser la population lausannoise et les usagers sur les bons comportements à adopter sur la voie publique. Ainsi, des pocketbox et un fichet d'informations ont été distribués lors des grandes manifestations, et deux campagnes d'affiches organisées sur le réseau de la SGA (fin juin et fin août), de même qu'une petite vidéo a été diffusée dans les transports lausannois. Pour compléter cette campagne en termes d'impact visuel, des autocollants de grandes dimensions ont été apposés sur les véhicules de collecte des déchets, ainsi que sur ceux dévolus au nettoyage du domaine public. Un « Street Marketing » a été organisé en octobre sur la place de l'Europe pour clore une campagne qui a rencontré un franc succès par la qualité et l'originalité du message proposé aux passants, ainsi que par une large couverture médiatique.

Les pages du service sur le site www.lausanne.ch ont été complètement repensées pour répondre aux nouveaux standards voulus par la Municipalité, lesquels sont essentiellement orientés « prestations » et qui permettront aux internautes d'aller chercher les prestations communales proposées en moins de clics dans le courant du premier trimestre 2019.

Sécurité et santé au travail (SST)

Les activités quotidiennes du personnel des trois divisions opérationnelles, soit le Centre intercommunal de gestion des déchets (CID), la Propreté du domaine public (PDP) et l'exploitation de l'usine TRIDEL (UVTD), présentent des risques potentiels importants en termes de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Le système de management de la sécurité a été renforcé depuis 2016, notamment en mettant l'accent sur les instructions données au personnel récemment engagé et sur des rappels réguliers à l'ensemble du personnel.

Une formation interne, adaptée à chaque activité du service, a été mise en place en partenariat avec l'USST afin d'améliorer le confort sur la place de travail et diminuer l'absentéisme (accidents professionnels et non professionnels, maladie), avec pour objectif de rappeler et de sensibiliser le personnel aux bons comportements à adopter au poste de travail et plus généralement dans la vie quotidienne. Cette formation a été donnée au personnel affecté à la collecte des déchets durant l'automne, et s'adressera aux équipes travaillant dans les déchèteries fixes et mobiles, ainsi qu'au personnel administratif du CID dans le courant du printemps 2019, avant d'être étendue à l'ensemble du personnel des autres divisions du service.

Système de management de la sécurité, de la qualité et de l'environnement (MSQE)

La certification ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux) en juin 2017 a permis de clôturer deux non-conformités mineures et vingt-deux recommandations, alors que treize autres d'ordre technique sont en cours de réalisation. L'audit intermédiaire mené en octobre 2018 n'a pas relevé de non-conformité et a donné lieu à quinze recommandations visant à l'amélioration continue de nos processus.

Délégué à la propreté

Le délégué à la propreté a notamment collaboré avec le Service des parcs et domaines pour la Semaine de la propreté, en organisant trois événements en lien avec la propreté des espaces publics et la gestion des déchets : une démonstration de machines de nettoyage sur la place Saint-François, un stand d'information et de communication lors de l'action Net'Léman, et l'organisation du premier #LausannePlogging, qui sera reconduite en 2019.

Initiée en 2017, la collaboration avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) a été pérennisée et élargie aux missions d'entretien au centre-ville (augmentation des ressources mises à disposition par l'EVAM de 2 personnes en 2017, à 5 personnes en 2018).

Les relations avec les quartiers ont été consolidées par le biais des associations qui les représentent et avec la conclusion du contrat de quartier.

Il a également été procédé à l'inventaire des zones souillées par les fientes de pigeons tant sur les bâtiments publics que privés et à la mise en place de mesures correctives avec les propriétaires.

Groupe propreté des espaces publics (GPEP)

Les agents du GPEP ont examiné 3'401 sacs déposés de manière non conforme sur les trottoirs, soit 35.7 tonnes de déchets, et ont consacré près de 3'200 heures à la surveillance des poubelles de rue ou des déchèteries fixes et mobiles sur le territoire communal. Dans ce contexte, 280 infractions ont été constatées et 8 avertissements adressés, principalement à de nouveaux résidents installés depuis moins de 60 jours sur le territoire lausannois. S'agissant de l'affichage sauvage, onze infractions ont été transmises à l'Office de la signalétique urbaine du Service des routes et de la mobilité en vue du dépôt d'une plainte.

La mise en application de la loi sur les amendes d'ordre communales (LAOC) concernant le littering (art. 17bis du Règlement général de police) a permis de sanctionner 1'033 infractions d'une amende d'ordre, à savoir 951 pour abandon de déchets au sol (dont 947 mégots), 4 pour mélange de déchets, 57 pour abandon de déchets de manière non conforme, 17 pour avoir craché par terre et 4 pour mictions.

S'agissant de l'équipement des immeubles en conteneurs à déchets, le GPEP travaille en étroite collaboration avec le Bureau des permis de construire (BPC), 328 dossiers ont ainsi été traités et 166 visites in situ effectuées. Des injonctions de mise en conformité de l'équipement ou de bonne gestion de celui-ci ont été adressées aux gérances et propriétaires en situation de non-conformité.

Le GPEP a encore été sollicité dans le cadre de neuf manifestations publiques, dont la campagne d'information/sensibilisation sur la lutte contre le littering, l'inauguration de la RC 177, la fête d'ouverture du parc des Plaines-du-Loup et le premier plogging organisé à Lausanne.

Juridique

La mission de répression des infractions en matière de propreté urbaine s'est poursuivie et a permis de dénoncer les contrevenants via la procédure ordinaire et d'infliger, après une période de sensibilisation réalisée en 2017, des amendes d'ordre contribuant à améliorer le respect des réglementations communales (RGD et RGP).

Les directives déchets à l'attention des ménages, des entreprises et des propriétaires d'immeubles ont été révisées afin de procéder à des mises à jour et d'apporter les clarifications nécessaires, ainsi que des précisions. Une nouvelle directive municipale relative aux tarifs de gestion des déchets a en outre été élaborée afin de regrouper dans un seul document les indications tarifaires auparavant disséminées dans d'autres directives d'application du RGD (règlement communal sur la gestion des déchets). Ces quatre textes sont entrés en vigueur au 1^{er} avril 2018.

S'agissant des recours interjetés par les propriétaires d'immeubles contre la taxe de base déchets de l'article 12A alinéa 1 RGD après décision du Tribunal cantonal de novembre 2017, la Ville est toujours dans l'attente de la décision du Tribunal fédéral qui doit statuer sur la question de la justesse des montants prélevés pour cette taxe.

La gestion des suites d'exécutions forcées d'expulsion de locaux commerciaux, effectuée en collaboration avec le SALV. a été optimisée en accordant une attention particulière aux dossiers dont les conditions étaient réunies pour permettre une élimination des biens avant déménagement dans le nouveau garde-meubles communal. La création d'un tableau de bord a amélioré la collaboration entre les deux services ainsi que le suivi de ces affaires.

La conception et le développement d'un outil MSQE de veille légale, dans le cadre de la confirmation des certifications ISO 9'001 et ISO 14'001 aux exigences juridiques accrues, garantissent la parfaite mise en œuvre des textes légaux et réglementaires qui concernent les activités du service.

Ressources humaines

La révision de diverses fonctions au sein de la division du Centre intercommunal de gestion des déchets (CID) a permis d'adapter la structure aux enjeux des années à venir, en particulier au niveau de la collecte de déchets. La réorganisation a ainsi été amorcée en vue d'une finalisation en 2019. En outre, afin de faire face à un taux d'absentéisme élevé, le service a

débuté une série de formations continues sur le thème de la santé et de la sécurité au travail, en collaboration avec l'USST. Dans une optique d'amélioration continue de ses prestations, le service a également conduit une importante réflexion sur l'organisation et sur les activités de la Division de la propreté du domaine public (PDP) en vue d'une mise en œuvre en 2019.

La cellule RH a par ailleurs été occupée par de nombreux recrutements, dont les renforts en auxiliaires particulièrement recherchés pour les périodes estivales et hivernales pour l'entretien du domaine public et la gestion des déchets, ceci afin d'assurer une continuité dans l'exécution des missions. Cette année, le service a de plus initié l'engagement d'étudiant-e-s fonctionnant comme auxiliaires ambassadeurs/drices de tri le samedi dans les déchèteries, expérience qui rencontre un franc succès et qui sera renouvelée. Le recours aux offices régionaux de placement ainsi qu'à diverses organisations à but social, telles que Emplois temporaires subventionnés Lausanne (ETSL), a été poursuivi, et le service a reconduit son partenariat avec l'EVAM pour soutenir ses équipes en matière de nettoyage du mobilier urbain et de ramassage des déchets de littering.

Le service a créé, en collaboration avec le SPEL, un nouveau canevas d'annonce de recrutement, ouvert et imagé, afin d'encourager la postulation de femmes et de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes.

PROPRETÉ DU DOMAINE PUBLIC (PDP)

Locaux du secteur Centre

Le secteur Centre, qui avait ses locaux et dépôts à l'avenue Saint-Martin 16-18 jusqu'à fin mai, a provisoirement été transféré à la rue du Vallon 23 pour permettre la construction d'un nouveau bâtiment. Le retour dans les nouveaux locaux est planifié pour le premier trimestre de l'année 2021.

Tags et graffitis

En 2018, environ 60 demandes de nettoyage de tags sur le domaine privé ont été envoyées aux propriétaires.

Enlèvement des tags sur le domaine public (2012-2018):

Service gestionnaire	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Propreté urbaine				10	260	80	174
Parcs et domaines		12	29	75	84	61	71
Routes et mobilité	88	303	308	224	46	129	184
Sports	2	9	14	12	10	12	9
Logement-gérançes	3	12	8	12	6	42	41
Multimédia			3	9	2		
Services industriels		7	5	3	11	45	88
Jeunesse et loisirs			1				
Culture		3					
Protection et sauvetage		1					
Eau					4	6	4
Ecoles					1	1	1
Coordination et cadastre					1		
Privé							45
Total de prestations	93	347	368	345	425	376	617
<i>Coût par an (CHF)</i>	<i>37'200.-</i>	<i>138'800.-</i>	<i>147'200.-</i>	<i>138'000.-</i>	<i>157'000.-</i>	<i>159'372.-</i>	<i>213'046.-</i>

L'augmentation significative du nombre d'interventions entre 2017 et 2018 s'explique par le fait que les ressources de l'équipe anti-tags ont été concentrées sur l'enlèvement de ce type de souillures. D'autres tâches de lavage (rampes d'escaliers, zones salies par les pigeons, corbeilles à déchets) ont été transférées dans les cinq secteurs de voirie.

Déneigement

L'hiver 2017-2018 a été beaucoup plus rigoureux que le précédent. Un cumul de 125 cm de neige est tombé sur les hauts de la ville avec un pic négatif de la température à -15°C. Quarante-six interventions ont été nécessaires, en semaine ou le week-end, pour le déneigement et le salage des trottoirs, des places et des escaliers lausannois entre le 13 novembre 2017 et le 13 mars 2018. Pour ce faire, une centaine de collaborateurs ont été intégrés dans le service de piquet de neige, en étroite collaboration et sous la direction du Service des routes et de la mobilité, qui a le leadership des opérations de déneigement. Plus de 8'400 heures ont été nécessaires au déneigement et au salage des routes, des rues et des places lausannoises.

Remplissage des corbeilles de rues

L'analyse annuelle du taux de remplissage des corbeilles de rues sur l'ensemble de la ville a permis d'observer une augmentation des débordements, soit une moyenne de 8.4% de corbeilles débordant, contre 4.6% en 2017 et 17.2% en 2013, date de l'entrée en vigueur de la taxe au sac. Les corbeilles de rues problématiques ont été identifiées et des mesures rapidement mises en œuvre (augmentation des fréquences de vidange ou de leur capacité).

Collecteur de déchets dans le port de Vidy

La division PDP a acquis dans le courant de l'été un collecteur de déchets pour les plans d'eau. Cet équipement a été installé dans le port de Vidy, au bout de l'estacade flottante B. Cette machine aspire l'eau de surface et permet de récolter les déchets dans son filtre, nettoyant ainsi l'eau qui est débarrassée des divers débris qui flottent dans le port (papiers, sachets plastiques, mégots, petit bois, feuilles mortes, algues, etc.). Cet appareil, qui est silencieux, a l'avantage d'assurer un nettoyage continu 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, améliorant ainsi notablement la propreté de l'eau dans le port. Le filtre, d'une contenance de 30 lt, est vidé tous les jours, voire deux fois par jour en période estivale, et tous les 2 à 3 jours en période hivernale. Fort de cette expérience encourageante, d'autres équipements similaires seront installés dans nos ports.

GÉRER LES DÉCHETS – CENTRE INTERCOMMUNAL DE GESTION DES DÉCHETS (CID)

Collecte en porte à porte

Tonnes collectées par type de déchet :	2012 (avant intro. RGD)	2017	2018	Écart 2018/2017	Écart 2018/2017(%)
Ordures ménagères	42'768.26	23'940.060 ¹	23'247.47	-692.59	-2.89
Papier-carton	12'812.66	12'069.500	11'523.92	-545.58	-4.50
Biodéchets	4'560.06	6'826.340	6'984.28	157.94	2.31
Verre	6'756.15	6'031.330	6'318.74	287.41	4.77
Total	66'897.13	48'867.23	48'074.41	-792.82	-1.62

¹ chiffre corrigé

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Ville de Lausanne offre une nouvelle prestation de tri à la population avec la possibilité de mettre les déchets cuits dans les végétaux crus collectés en porte à porte. Appelée biodéchets, cette fraction est dirigée vers des exploitations industrielles de bio-méthanisation afin d'optimiser la production d'énergie verte, tout en maintenant la fourniture de co-substrat pour l'agriculture. La faible augmentation des tonnages collectés (2.31%) est le fait d'une année sèche, donc d'un volume de gazon moins important.

Le taux de non-conformité des déchets collectés a baissé de 1.94% en 2017 à 1.72% en 2018, et se situe en dessous du nouveau taux maximum de 3% fixé dans le concept régional du sac taxé.

Déchèteries fixes et mobiles

Les déchèteries fixes (Malley, Perraudettaz, Bourdonnette, Vélodrome et Vallon) ont reçu 240'614 visites, contre 193'129 en 2017, soit une augmentation de 24.60%.

Une nouvelle fosse à verre a été construite dans la déchèterie intercommunale de Malley, et les quais de la déchèterie des ménages prolongés, afin d'optimiser les chaînes logistiques du CID avant un projet de rénovation de plus grande envergure.

La fréquentation du réseau de déchèteries mobiles, qui compte 29 points de collecte, affiche une diminution de 11.26% (40'148 en 2018, contre 45'241 en 2017), qui peut s'expliquer par le fait que les commerces ont élargi leur offre de reprise de déchets recyclables.

Prestations particulières

La prestation de collecte et de traitement des lavures par bio-méthanisation s'est poursuivie, en partenariat avec des entreprises tierces. Les quantités collectées atteignent 1'786 tonnes en 2018, contre 1'676 tonnes en 2017, soit une augmentation de 6.5%. Le tonnage des huiles végétales collectées gratuitement pour les clients « lavures » s'est élevé à 64 tonnes en 2018, contre 69.2 tonnes l'année précédente, soit une baisse de 7.5%.

Les collaborateurs des prestations particulières ont assuré la gestion des flux de déchets générés lors des manifestations sur le territoire lausannois en mettant à disposition le matériel adéquat pour organiser de façon optimale le tri et la collecte des déchets.

Enfin, l'année 2018 a été marquée par les événements suivants :

- réorganisation du CID en trois sections : administration, collecte et valorisation ;
- test concluant d'un nouveau concept pour les écopoints en surface à la place de la Sallaz permettant d'améliorer leur intégration sur l'espace public par une optimisation de l'encombrement, une uniformisation visuelle ainsi que fonctionnelle, et par le choix d'un matériau en inox esthétique ;
- test grandeur nature d'un équipement de tri sur la place de la Navigation pour la collecte des déchets de verre, de PET, de canettes en aluminium et de déchets de pique-nique afin de mieux valoriser les déchets et d'assurer le maintien de la propreté sur ces lieux publics ;
- acquisition d'un camion-poubelle 100% électrique qui sillonne les rues de Lausanne depuis juin 2018 et qui a déjà parcouru 8'300 km en remplissant pleinement sa mission, tout en réduisant les nuisances sonores et en évitant toutes émissions de polluants.

TRIDEL

Après deux ans, et plus de 180'000 tonnes de déchets traitées à l'usine, l'année 2018 marque un léger repli avec néanmoins 179'018 tonnes de déchets valorisés. Ces quantités correspondent à la capacité de l'usine. La légère baisse s'explique par l'arrêt des importations de déchets étrangers en milieu d'année : 4'625 tonnes en provenance de l'étranger

ont ainsi été traitées en 2018, contre environ 10'800 tonnes en 2017. Tridel ne traite plus de déchets en provenance de l'étranger depuis mi-2018.

La valorisation du bois de forêt s'est poursuivie en 2018, en collaboration avec différents services de la Ville (Parcs et domaines, Services industriels, Routes et mobilité), avec environ 6'400 tonnes transformées en énergie (6'200 en 2017).

En 2018, les tonnages acheminés par train depuis les différentes gares réparties dans les périmètres de gestion ont dépassé les 80'000 tonnes prévues dans le contrat initial entre ACTS S.A. et TRIDEL S.A. Une partie ayant été livrée vers d'autres usines pendant les révisions à l'usine, quelque 76'000 tonnes ont finalement été livrées principalement par train à TRIDEL en 2018 (environ 75'000 tonnes en 2017), en raison des travaux d'assainissement du tunnel, qui ont duré jusqu'en avril. La hausse des déchets transférés par train s'explique par une augmentation des déchets du périmètre GEDREL livrés par train depuis le Centre Intercommunal de gestion des déchets (CID). L'entretien des bennes a été amélioré avec 108 bennes nettoyées et contrôlées en 2018 (62 en 2017).

Un stock de déchets en balles a été constitué en automne dernier lors la révision d'une des lignes d'incinération, en collaboration avec le périmètre VALORSA. A fin 2018, quelque 1'400 tonnes de déchets étaient stockées en balles sur le site de Penthaz, qui seront utilisées dans les premiers mois de 2019 pour augmenter la production d'énergie thermique en cas de grands froids.

D'une manière générale, l'exploitation des deux lignes d'incinération s'est bien déroulée avec des heures de fonctionnement relativement stables pour la ligne 1 (8'008 heures en 2018 contre 7'933 en 2017) et la ligne 2 (8'042 heures en 2018 contre 8'131 heures en 2017).

L'extracteur à mâchefers de la ligne 1 a été complètement remplacé par EnergieLink durant la révision d'automne, après le premier extracteur réalisé l'année dernière, ce qui facilite l'exploitation des lignes d'incinération. Les contrôles effectués en 2018 par l'ASIT (Association Suisse d'Inspection Technique) se sont concentrés sur la chaudière de la ligne 2 où des tuyaux de purge dans le 4^e parcours de la chaudière ont été assainis.

Globalement, les installations de production d'énergie ont très bien fonctionné durant toute l'année. Le nombre d'heures de fonctionnement de la production d'énergie thermique est stable (8'567 heures en 2018, contre 8'568 en 2017) et la disponibilité reste très élevée. La quantité d'énergie thermique vendue aux Services industriels reste très élevée compte tenu des apports importants. TRIDEL S.A. a ainsi vendu 285.1 GWh d'énergie thermique en 2018 (297.8 GWh en 2017), soit l'équivalent de la consommation de chaleur d'environ 25'000 ménages.

La turbine a bien fonctionné durant toute l'année et ses heures de fonctionnement sont stables (8'408 heures en 2018, contre 8'445 en 2017). Ainsi, la quantité d'énergie électrique vendue aux Services industriels reste très élevée, avec plus 70.1 GWh, en légère baisse par rapport à 2017 (70.5 GWh). Le rendement énergétique moyen est en légère baisse à 59% contre 61% en 2017, suite à la baisse de la production d'énergie thermique liée aux conditions météorologiques, l'année 2018 étant globalement moins froide que 2017.

Au 1^{er} janvier 2018, l'effectif d'exploitation de l'usine se montait à 47 personnes, pour un plan des postes prévoyant 47 équivalents plein temps (ept). En cours d'année, le plan des postes a été augmenté d'un ept avec un nouveau poste de technicien en automation pourvu dès le 1^{er} mars 2018. En outre, dès la mi-juillet 2018, un ouvrier auxiliaire a été engagé pour 6 mois, pour pallier différentes absences de longue durée. Au 31 décembre 2018, l'effectif était au complet (48 personnes travaillant à 100%, pour un plan des postes prévoyant 48 ept), sans compter un ouvrier auxiliaire.

L'année 2018 a été marquée par les événements suivants :

- lundi 19 février : bref arrêt de la ligne 1, suite à une fuite sur le réseau de refroidissement de la grille ;
- lundi 26 mars : bref arrêt de la ligne 2, suite à une fuite de chaudière dans le 1^{er} parcours ;
- du lundi 14 mai au lundi 4 juin : 13^e révision de la ligne 2, avec arrêt complet de l'usine, entre le lundi 21 et le dimanche 27 mai ;
- lundi 16 juillet : bref arrêt de la ligne 2, en vue du remplacement d'un compensateur entre la grille et la chaudière ;
- du lundi 10 septembre au lundi 1^{er} octobre : 12^e révision de la ligne 1.

GEDREL

La direction du service assure la gestion administrative de la société GEDREL S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte douze communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne.

Les travaux de secrétariat ont représenté 289.25 heures (456.50 en 2017), intégralement facturées à GEDREL S.A. Il est à relever que depuis cette année, les frais liés à la gestion comptable ne sont pas intégrés dans les frais de secrétariat et sont facturés séparément. De plus, certaines tâches en lien avec le concept régional de la taxe au sac ont été reprises par TRIDEL S.A.

La gestion comptable a été effectuée par la comptabilité de la Direction des finances et de la mobilité, laquelle facturera directement ses prestations à GEDREL S.A. Les appels vers la ligne de téléphone « info-déchets » (n° d'appel gratuit 0800 804 806), reliée au CID, ont diminué (5'970, contre 6'954 en 2017).

Le secrétariat de GEDREL S.A. participe également aux séances de la cellule financière afin de déterminer les tonnages collectés par chaque commune et gérer la rétrocession des montants encaissés avec la vente des sacs taxés. Les communes du périmètre ont toutes adhéré au concept harmonisé de la taxe au sac.

GEDREL S.A. a cette année encore apporté son soutien au Lausanne Hockey Club, au Lausanne-Sports, à Graines de Foot et à Swiss Expo.

Depuis 2017, les actions de sensibilisation dans les classes des écoles hors Lausanne sont gérées par la Coopérative COSEDEC. La brochure de sensibilisation s'adresse uniquement aux élèves lausannois : 75 classes ont bénéficié de ces animations en 2018. Les visites de l'usine TRIDEL sont quant à elles toujours proposées à toutes les écoles du périmètre de GEDREL, et 106 visites ont ainsi été organisées cette année.

SERVICE ACHAT ET LOGISTIQUE VILLE (SALV)

PRINCIPALES TÂCHES DU SERVICE

Direction / Administration

- direction du service et gestion du personnel des trois sites (Malley, Vigie et BousSENS)
- développement d'une politique d'achat responsable et économique pour la Ville
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV)

Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV)
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services

Magasin et stock

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley et de BousSENS
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services

Transport et gestion des données

- livraison, sur chantier, du matériel de réseau
- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville
- formation des conducteurs d'élévateurs pour toute l'administration
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop
- gestion des projets informatiques du service et de la CAV
- facturation des marchandises commandées aux services communaux

Garage et conciergerie

- entretien du parc des véhicules et engins des Services industriels et du Service de l'eau
- gestion d'un pool de véhicules de remplacement à disposition des services
- participation à une partie du processus d'achat des véhicules légers de toute la Ville
- entretien des bâtiments, locaux et installations techniques se trouvant sur les sites de Malley et de BousSENS

Assurances choses et patrimoine

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville
- traitement des annonces de sinistres / ouverture de dossiers
- soutien technique et juridique / instruction des dossiers
- contacts et pourparlers avec les assureurs
- constat / établissement de rapport
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes
- défense des intérêts de la ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs

EFFECTIF DU PERSONNEL

Tableau 1.1. - plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	8.70	9.00	8.40	8.40
Assurances choses & patrimoine	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction (SALV)	2.00	2.00	5.00	2.00
Entretien véhicules & bâtiment	10.63	9.63	10.63	8.63
Magasin	7.60	6.80	6.80	5.80
Transport et gestion de données	10.75	10.00	10.00	10.00
Total service	41.68	39.43	42.83	36.83

Tableau 1.2.- variation en ept alloués

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018
Unité administrative	
Total service	+ 1.15

Tableau 2.1. - personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n	ept	n	ept
Achats & approvisionnement	9	9.00	9	8.40
Assurances choses & patrimoine	2	2.00	2	2.00
Direction (SALV)	2	2.00	2	2.00
Entretien véhicules & bâtiment	11	9.63	10	8.63
Magasin	7	6.80	6	5.80
Transport	10	10.00	10	10.00
Total service	41	39.43	39	36.83

Note les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Tableau 2.2. - apprenti-e-s

Unité administrative	31 décembre 2017		31 décembre 2018	
	n		n	
Entretien véhicules & bâtiment	2		2	
Magasin	6		6	
Transport et gestion données	1		0	
Total service	9		8	

Tableau 2.3. - mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	4	2
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	0	0
Total service	4	2

Tableau 2.4. - motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	
Convention de départ	
Décès	
Démission	2
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	
Licenciement juste motif ordinaire	
Licenciement suppression poste	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	
Licenciement fin droit trait. 24 mois	
Licenciement juste motif immédiat	
Licenciement invalidité totale	1
Total service	4

DIRECTION / ADMINISTRATION

L'année 2018 a vu le lancement ou la réalisation de plusieurs projets notables :

- la recherche de nouveaux portefeuilles d'achats à standardiser et/ou à mutualiser qui s'est concrétisée par une prise en main progressive par le service des achats de mazout, de bancs publics, de matériel pour l'éclairage public ;
- la mise en location du premier matériel mobile disponible pour l'ensemble des services de la ville ; cette nacelle sur chenilles, équipée et sécurisée pour des travaux jusqu'à 20 mètres de hauteur est utilisable pour des élagages d'arbres, des poses de luminaires, des travaux de nettoyage spécifique, et convient, grâce à son double moteur thermique et électrique, à des opérations à l'extérieur comme à l'intérieur. Ce premier test aux retours concluants, pourrait être dupliqué à de nombreux autres équipements mutualisables et permettre ainsi des économies de fonctionnement ;
- la mise en route d'un système qualité interne pour permettre au service de décrire et partager auprès de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs les processus-clés de nos missions.

En outre, le SALV a été associé étroitement au lancement de projets d'envergure comme :

- les Axes forts de transport public urbain (AFTPU) et plus précisément les achats et livraisons de matériel réseau pour la future ligne de tramway T1 ;

- des projets « Réseaux » pour lesquels une approche « Supply chain » globale est requise : du besoin d'achat, au recyclage des matériels en passant par des livraisons spécifiques.

Le SALV a enfin effectué des stockages et livraisons parfois originales comme des mimosas, des livres ou encore des bouteilles d'eau, généralement à la demande de services et dans le cadre d'actions humanitaires ou d'utilité publique.

Sur l'aspect RH, le service a favorisé des formations techniques, de développement personnel et de management pour 80% de ses effectifs.

Une collaboratrice et un collaborateur ont rejoint le service en 2018, respectivement comme gestionnaire de sinistres et chauffeur-livreur-déménageur.

Le SALV a également continué sa politique active en termes d'apprentissage, en formant neuf apprenti-e-s (huit rattachés au SALV et une apprentie employée de commerce du pool géré par le SPEL).

Un accent tout particulier a été mis sur la gestion des équipements de la halle de Boussens, qui est également devenue le lieu unique pour le garde-meuble communal et qui est désormais pleinement pilotée par le service depuis le 1^{er} juillet 2018.

ACHATS ET APPROVISIONNEMENT

Les différentes actions entreprises ont permis d'améliorer sensiblement le bilan écologique de la Ville tout en réalisant d'importantes économies, le tout sans péjorer ni le confort ni le travail des collaborateurs. Notamment par l'acquisition de 2 véhicules hybrides et 6 véhicules 100% électriques, dont l'arrivée de notre premier camion-benne 100% électrique pour lequel la Municipalité a joué un rôle de pionnier. Lausanne devient ainsi l'une des deux premières collectivités publiques de Suisse, avec Thoune, à disposer d'un tel véhicule.

Il reste cependant un potentiel d'amélioration en poursuivant la centralisation de nouveaux portefeuilles de produits et de prestations, en optimisant la durabilité des acquisitions et en réduisant le nombre d'articles référencés. Ceci en veillant à avoir un impact positif sur les conditions de travail des personnes qui les utiliseront quotidiennement.

Quelques projets débutés ou réalisés en 2018 :

- une nouvelle annexe au règlement a été rédigée sur l'acquisition de matériel d'occasion ;
- un nouveau groupe de travail, le GT Atelier, a été créé, afin d'harmoniser et de réduire le coût et le nombre de références ;
- des analyses sont menées sur la possibilité de centraliser de nouvelles gammes de produits ;
- 48 marchés publics de plus de CHF 5'000.- ont été menés à terme et 25 sont en cours de finalisation ;
- 21 véhicules légers ont été achetés en 2018 pour un montant de CHF 840'294.- TTC ;
- un inventaire du parc vélos a été réalisé, en vue d'une collaboration avec le PML, pour une future gestion centralisée des achats ;
- un inventaire du parc Machines & matériels a également été réalisé ;
- l'adjudication du nouveau marché de l'économat à deux partenaires ;
- équipements de Protection Individuelle (EPI) : changement de logos et harmonisation des habits ;
- participation au projet pour des achats sans perturbateurs endocriniens ;
- forte implication dans le projet des axes forts concernant les prévisions du matériel pour les réseaux.

TRANSPORTS ET GESTION DES DONNÉES

Le garde-meubles communal a été déplacé du site de Perrelet, situé sous le dépôt tl, vers la halle de stockage de Boussens. Ce déménagement s'est fait en 6 mois, au lieu de 12 initialement prévus, tout en assurant les prestations habituelles demandées par les services de la Ville.

L'équipe « Prestations aux services » s'est également occupée d'acheminer sur les sites de vente, les mimosas pour la croix rouge et le muguet pour Terre des hommes.

Le SALV s'est vu confié par le SAJE la livraison des livres de cuisine 5.0 dans les CVE et APEMS.

L'équipe « Gestion des données » a fortement accompagné l'implémentation d'AsTech dans les différents garages de l'Administration communale et a continué d'assurer le support utilisateurs et les formations pour Lausashop.

MAGASINS ET STOCKS

Site de Boussens

- reprise globale de l'exploitation de la halle de Boussens début juillet ;
- achats des 72 premiers containers maritimes de 20 pieds, d'une surface : 13.8 m², capacité : 33.2 m³, longueur : 6'058 mm ;
- démarrage du déménagement de certaines collections de musées mis en palette cadre ou dans des containers ;
- goudronnage et clôture d'une parcelle ayant une surface de 10 m x 40 m = 400 m² dédiée à du stockage extérieur temporaire.

ENTRETIEN ET SUPPORT

Garage

Le programme de gestion de l'ensemble des véhicules Ville (AsTech) fonctionne à satisfaction.

La station de carburants de la Vigie 8 a été mise aux normes avec une récupération active des gaz. Une nouvelle installation de distribution a donc été mise en service le 10 juillet 2018.

Le programme informatique E Pack a été installé. Cet outil dédié à la gestion de la distribution des carburants est déjà utilisé dans les autres garages de la Ville.

Le SALV a également coordonné les propositions d'habillage uniforme des véhicules légers et lourds avec le nouveau logo pour l'ensemble des services, dont la mise en place a démarré fin 2018.

Conciergerie

Une structure interservices a été mise en place pour la formation des apprenti-e-s agents d'exploitation.

L'équipe de concierges a travaillé en sous-effectif pendant une grande partie de l'année tout en effectuant son travail à satisfaction.

Assurances choses et patrimoine

Véhicules à moteur :

Nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur à ce jour : 348 (332 cas en 2017).

Coûts à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assureurs et/ou de tiers responsables :

- préjudices causés à des tiers (risque RC) : CHF 26'547.00 (25'071.65 en 2017) ;
- dommages aux véhicules et engins communaux (risque casco) : CHF 127'647.85 (154'409.54 en 2017).

Autres risques (incendie et éléments naturels, dégâts d'eau bâtiments, dommages à la propriété, matériels informatiques et installations techniques, musées, expositions, responsabilité civile, dégâts imputables au réseau de distribution d'eau, chantiers, etc.) :

- 348 cas enregistrés à ce jour (302 en 2017) pour un préjudice de CHF 782'077.35 (705'529.90 en 2017), dégâts consécutifs aux intempéries du 11 juin 2018 non compris.

De nombreux biens publics de tout type ont été touchés par le violent orage survenu dans la nuit du 11 au 12 juin 2018 (écoles, musées, bâtiments administratifs, patrimoine culturel, installations sportives, etc.). Une centaine de cas ont été annoncés par les services et répertoriés par l'unité assurances.